



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

7 AVRIL 2016

Rapport 2015 sur l'*enforcement*

En 2015, la FINMA a publié cinq communiqués de presse annonçant la fin de procédures d'*enforcement* significatives, ce qui ne rend cependant compte que d'une fraction des activités de la FINMA visant à faire appliquer le droit. Pour offrir la plus grande transparence possible, la FINMA publie chaque année de courtes descriptions anonymisées des cas qu'elle a traités dans le présent rapport sur l'*enforcement*. Celui-ci vient compléter l'aperçu de l'activité d'*enforcement* que la FINMA propose dans son rapport annuel.

Le rapport sur l'*enforcement* témoigne du large spectre que couvre cette activité de la FINMA visant à faire appliquer le droit. Celle-ci ne s'engage pas uniquement dans les cas qui attirent l'attention du public, mais, bien davantage, veille au respect du droit de la surveillance et au rétablissement de l'ordre légal sur l'ensemble du marché financier. En conséquence, le rapport sur l'*enforcement* vise un effet préventif. Il présente les comportements que la FINMA ne tolère pas ainsi que la manière dont elle les poursuit.

En 2015, la FINMA a davantage eu recours à des mesures visant les collaborateurs et les organes fautifs des établissements assujettis. Dans environ une douzaine de cas, la FINMA a prononcé des interdictions d'exercer. Les décisions de la FINMA attaquées devant le Tribunal administratif fédéral ont également été plus nombreuses, et en particulier dans le cas de mesures prises à l'encontre de personnes physiques. Dans deux arrêts rendus en 2015, le Tribunal administratif fédéral a soutenu la pratique de la FINMA en matière d'interdiction d'exercer.

La FINMA n'intervient pour faire respecter le droit que là où un comportement fautif a effectivement été constaté. Comme les statistiques présentées dans ce rapport le démontrent, 794 investigations ont été menées l'année dernière face aux 55 procédures d'*enforcement* (les procédures d'assistance administrative et les cas d'insolvabilité ne sont pas pris en compte). Ce ratio reflète la pratique de la FINMA en matière d'*enforcement* : la FINMA n'ouvre de procédure que lorsque les investigations menées révèlent des indices fondés d'une grave violation du droit de la surveillance et qu'il s'avère indispensable de mettre en œuvre des mesures contraignantes. La plupart du temps, il est cependant possible de rétablir l'ordre légal dans le cadre de la surveillance courante sans avoir à ouvrir de procédure.

Sommaire

4	CASUISTIQUE DE LA FINMA
4	Vue d'ensemble
5	Domaine autorisé
12	Surveillance des marchés
17	Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit
30	Décisions d'insolvabilité
35	Offres publiques d'acquisition et publicité des participations
37	Assistance administrative internationale (sélection)
41	JUGEMENTS DES TRIBUNAUX
41	Vue d'ensemble
42	Domaine autorisé
42	Arrêts du Tribunal fédéral
42	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
43	Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit
43	Arrêts du Tribunal fédéral
44	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
45	Décisions d'insolvabilité
45	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
46	Assistance administrative internationale
46	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
47	STATISTIQUES
47	Statistiques générales
47	<i>Cas d'enforcement clos</i>
49	<i>Investigations</i>
51	<i>Procédures d'enforcement</i>
52	<i>Cas d'insolvabilité</i>
53	<i>Assistance administrative internationale</i>
55	Décisions en matière d'enforcement
55	Généralités
57	Domaine autorisé et surveillance des marchés
57	Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit
58	Mesures
59	Jugements des tribunaux
60	Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale
62	ABRÉVIATIONS

Vue d'ensemble

Dans le présent chapitre, la FINMA présente, sous une forme résumée et anonymisée, certaines des décisions qu'elle a rendues dans le cadre de son activité d'*enforcement* (art. 22 al. 1 LFINMA). Aucun droit à une exhaustivité du contenu ne peut être revendiqué.

En principe, la FINMA publie un résumé de tous ses cas d'*enforcement* si tant est que la procédure n'ait pas été suspendue. Elle n'y renonce que quand elle a soumis à son approbation, sur la base de l'art. 42c al. 5 LFINMA, la publication ou la transmission par les parties des documents concernés. Cela concerne deux procédures durant l'année sous revue. En outre, étant donné le nombre et la similitude thématique des décisions rendues dans le domaine de l'assistance administrative internationale, cette catégorie ne propose qu'une sélection représentative de cas.

Quand la FINMA, répondant à une nécessité dictée par le droit de la surveillance (protection des acteurs financiers ou garantie de la réputation de la place financière suisse par exemple), a déjà informé au cours de l'année le public sur l'issue d'une procédure d'*enforcement*, un lien renvoyant au communiqué de presse correspondant figure à la fin du résumé.

Afin d'en améliorer la lecture et la compréhension, les résumés sont répartis entre différentes catégories thématiques. Puis, au sein de chaque catégorie, c'est l'ordre chronologique qui s'applique. Les résumés sont libellés dans la langue dans laquelle a été menée la procédure.

- **Domaine autorisé (p. 5 ss) :** ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui disposent d'une autorisation relevant du droit de la surveillance ou qui exerçaient comme collaborateur ou organe d'un titulaire d'autorisation au moment des faits.
- **Surveillance des marchés (p. 12 ss) :** ensemble des décisions concernant des comportements abusifs sur le marché, et ce, indépendamment du fait que les parties soient des titulaires d'autorisation ou non, ou que l'infraction ait eu lieu sur un marché réglementé (par ex. marché des valeurs mobilières) ou largement non réglementé (par ex. marché des devises).
- **Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 17 ss) :** ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui ont exercé une activité soumise à autorisation sur le marché financier sans pour autant disposer de l'autorisation nécessaire pour ce faire.
- **Décisions d'insolvabilité (p. 30 ss) :** ensemble des décisions relevant du droit de l'insolvabilité dont les violations ne figurent pas déjà dans les chapitres précédents.
- **Offres publiques d'acquisition et publicité des participations (p. 35) :** ensemble des décisions dans lesquelles la FINMA s'est prononcée comme instance de recours de la commission des offres publiques d'acquisition ou qui concernent la publication de participations.
- **Assistance administrative internationale (p. 37 ss) :** décisions portant sur la coopération de la FINMA avec des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers (sélection).

Domaine autorisé

1

Data della decisione: 2.2.2015

Parte: Banca X

Tema: Irreprensibilità e organizzazione adeguata della banca nell'attività transfrontaliera

Riassunto: La Banca X ha sottovalutato la sua esposizione ai rischi legali e di reputazione nella gestione dell'operatività transfrontaliera con clientela statunitense, acquisendo clienti provenienti da altre banche svizzere che, a partire dal 2008, avevano effettuato la propria uscita dal mercato con tale clientela. Le misure inizialmente adottate dalla Banca X sono risultate insufficienti per gestire convenientemente i rischi legati alla suddetta operatività. La Banca X ha quindi violato gravemente il principio dell'adeguata gestione dei rischi, la garanzia di un'attività irreprensibile e l'obbligo di allestire e conservare i documenti (art. 3 cpv. 2 lett. a, c LBCR, art. 10 cpv. 2 lett. d LBVM, art. 9 cpv. 2, 3 e 4 vOBCR).

Provvedimenti: Ripristino della situazione conforme (art. 31 LFINMA); controllo delle misure intraprese tramite un incaricato della verifica (art. 24a LFINMA); nomina di un incaricato dell'inchiesta (art. 36 LFINMA).

Crescita in giudicato: La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

Comunicato stampa della FINMA del 30.3.2015

2

Entscheiddatum: 13.2.2015 und 18.12.2015

Partei: Bank X

Thema: Bewilligungsentzug, Liquidation, Einsetzung von Untersuchungsbeauftragten

Zusammenfassung: Die Bank X strebte aufgrund ihres defizitären Geschäftsmodells den Marktaustritt und die freiwillige Liquidation an, was jedoch im Wesentlichen am Widerstand eines Hauptaktionärs scheiterte. Zudem bedrohten erhebliche Personalabgänge die Handlungsfähigkeit. Aufgrund der mangelhaften Verwaltungsorganisation (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG und Art. 10 Abs. 2 Bst. a BEHG) und der fehlenden Gewähr der Bank X verfügte die FINMA deshalb den Bewilligungsentzug und die Liquidation. Um den Transfer des Kundenportfolios an eine Drittbank zu ermöglichen, entschied sich die FINMA, die Bank nicht sofort zu liquidieren. Um gegebenenfalls eine Gefährdung von Gläubiger- und Anlegerinteressen feststellen zu können, wirkten die von der FINMA ernannten Liquidatoren zunächst als Untersuchungsbeauftragte.

Massnahmen: Bewilligungsentzug (Art. 37 FINMAG); Liquidation (Art. 23^{quinquies} Abs. 1 BankG und Art. 36 BEHG); Einsetzung der Liquidatoren als Untersuchungsbeauftragte bis zum Eintritt der Rechtskraft der Verfügung (Art. 36 FINMAG).

Rechtskraft: Die Bank X erhob gegen die Verfügung der FINMA vom 13.2.2015 Beschwerde (Beschwerdeverfahren BVGer B-1765/2015), die das Bundesverwaltungsgericht bezüglich der eingesetzten Untersuchungsbeauftragten abwies. Gleichzeitig transferierte bzw. kündigte die Bank X sämtliche Kundenbeziehungen und reduzierte ihren Personalbestand weiter. Die Generalversammlung der Bank X stimmte der Liquidation Mitte des Jahres schliesslich noch zu. Die FINMA prüfte deswegen den Fall erneut. Am 18.12.2015 wurde der Einsatz der Untersuchungsbeauftragten beendet und der Bank X die verursachten Kosten auferlegt. Die Wiedererwägungsverfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

3

Entscheiddatum: 17.4.2015

Partei: Bank X

Thema: Verbot der Dividendenausschüttung und von Kapitalauszahlungen

Zusammenfassung: Im Rahmen des Marktaustritts der Bank X beschlossen die Aktionäre anlässlich der jährlichen ordentlichen Generalversammlung die Ausschüttung einer Substanzdividende in der Höhe von mehreren Millionen Schweizer Franken – dies trotz der ablehnenden Haltung der FINMA und des anwesenden Revisors. Um das gesetzlich vorgeschriebene Mindestkapital (Art. 3 Abs. 2 Bst. b BankG i.V.m. Art. 15 BankV) mit Blick auf die bevorstehende Liquidation nicht zu gefährden, erliess die FINMA gegen die Bank X ein Verbot der Dividendenausschüttung und von Kapitalauszahlungen.

Massnahmen: Verbot der Dividendenausschüttung und von Entnahmen zulasten des Eigenkapitals (Art. 31 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

4

Date de la décision : 29.5.2015

Partie : A (gestionnaire de la banque X)

Sujet : Opérations frauduleuses

Résumé : A, gérant chargé de développer une clientèle étrangère cible dans la banque X, a notamment procédé à diverses opérations, dont des investissements, des transferts, des paiements et des retraits d'argent, à l'insu de ses clients en violation de l'art. 11 LBVM. En plus d'avoir été effectuées sans mandat de gestion, certaines de ces opérations se sont avérées frauduleuses. De telles violations, répétées et perpétuées sur plusieurs années, ont fait courir des risques à la banque X et ne sont pas compatibles avec la garantie d'une activité irréprochable de A.

Mesures : Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; interdiction de pratiquer le commerce des valeurs mobilières pour une durée de 5 ans (art. 35a LBVM) et interdiction d'exercer une fonction dirigeante pour une durée de 5 ans (art. 33 LFINMA).

Entrée en force : La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

5

Date de la décision : 5.6.2015

Partie : Banque X

Sujet : Obligation d'informer la FINMA et de déclarer ; garantie d'une activité irréprochable

Résumé : Sur la base d'une dénonciation anonyme, la FINMA a eu des doutes sur la véracité d'informations délivrées par la banque X à propos du rôle et de l'influence que pouvait y exercer A, que la FINMA ne souhaitait pas comme organe ou actionnaire. L'intervention d'un chargé d'enquête a mis au jour un prêt convertible octroyé par A au directeur général, par ailleurs déjà actionnaire qualifié, pour le rachat d'un paquet d'actions, un projet de contrat d'option entre le directeur et A, de nombreux privilèges accordés à A sans fondement apparent et les divers rôles commerciaux, consultatifs et représentatifs que A jouait. Le comportement peu transparent de la banque a conduit la FINMA à douter de ses intentions et à penser qu'elle cherchait à lui cacher des éléments essentiels à l'exercice de la surveillance (art. 29 LFINMA). Bien que commis par les organes et actionnaires de la banque X, les manquements constatés ont été imputés à la banque, qui ne présentait de ce fait plus la garantie d'une activité irréprochable (art. 3 al. 2 let. c LB).

Mesures : Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; mise à l'écart du directeur général et du président du conseil d'administration en tant qu'organes et actionnaires principaux directs et indirects (art. 31 LFINMA) ; délai pour rétablir l'ordre légal sous la menace du retrait d'autorisation (art. 31 LFINMA en relation avec les art. 37 LFINMA et 3 LB) ; confirmation du rétablissement de l'ordre légal par la société d'audit.

Entrée en force : Des recours sont pendants par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-4294/2015.

6

Entscheiddatum: 18.6.2015

Partei: Versicherungsvermittler A

Thema: Fehlender Nachweis einer gültigen Berufshaftpflichtversicherung

Zusammenfassung: Versicherungsvermittler A war seit 2008 im Register für Versicherungsvermittler eingetragen. Da die von ihm neu gemeldete Arbeitgeberin bei der FINMA nicht registriert war, konnte eine Mutation im Register nicht vorgenommen werden. Die bisherige Arbeitgeberin hatte hingegen um Löschung des Registereintrags ersucht, da A nicht mehr dort tätig war. A reagierte weder auf die Schreiben der FINMA, noch erbrachte er einen Nachweis einer abgeschlossenen Berufshaftpflichtversicherung oder einer gleichwertigen Garantie (Art. 44 Abs. 1 Bst. b VAG); auch sonst war er nicht mehr auffindbar. Die FINMA strich ihn deshalb aus dem Versicherungsvermittlerregister.

Massnahmen: Streichung aus dem Register für Versicherungsvermittler (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 51 Abs. 2 Bst. g VAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

7

Entscheiddatum: 19.6.2015

Partei: A (Mitarbeiter im obersten Kader einer Bank)

Thema: Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit, Verletzung der Auskunftspflicht

Zusammenfassung: Die FINMA forderte eine Bank gestützt auf Art. 29 Abs. 1 FINMAG auf, verschiedene interne Abklärungen zu tätigen und der FINMA Auskünfte zukommen zu lassen. Die Bank gab der FINMA daraufhin nur unvollständig und irreführend Auskunft. A, Mitarbeiter im obersten Kader der Bank, ist gemäss Verfügung der FINMA hauptverantwortlich für die mangelhafte Auskunftserteilung. In dieser oder einer vergleichbaren Position bietet er für die Dauer von 2 Jahren keine Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG).

Massnahmen: Feststellung der Nichtwählbarkeit in eine Gewährsposition während 2 Jahren (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG, Art. 25 VwVG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

8

Date de la décision : 26.6.2015

Partie : Entreprises d'assurance X

Sujet : Respect du plan d'exploitation, gouvernance d'entreprise et rémunération, garantie d'une activité irréprochable

Résumé : Les enquêtes approfondies menées par la FINMA et par deux chargés d'audit ont révélé que les entreprises d'assurance concernées n'avaient pas respecté leur plan d'exploitation (art. 4 LSA). Elles ont ainsi utilisé des tarifs d'assurance non approuvés, qui ont entraîné des primes trop élevées pour certains assurés et des primes trop basses pour d'autres. En outre, il est apparu que l'organisation, la gouvernance d'entreprise et la rémunération des organes des entreprises d'assurance concernées n'étaient pas adéquates (art. 14, 22 et 27 LSA). Les manquements constatés ont été imputés aux entreprises d'assurance elles-mêmes, qui ne présentaient de ce fait plus la garantie d'une activité irréprochable (art. 14 al. 1 let. a et 67 LSA).

Mesures : Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; audit supplémentaire par le réviseur sur le rétablissement de l'ordre légal (art. 31 LFINMA) ; délai pour soumettre à la FINMA, pour approbation, l'intégralité des tarifs appliqués en matière d'assurance complémentaire ; interdiction d'accueillir, directement ou indirectement, des nouveaux clients provenant de l'adhésion, de l'acquisition, de la fusion ou d'un transfert de portefeuille de toute entreprise d'assurance existante jusqu'à la fin 2016 (art. 51 LSA).

Entrée en force : Un recours est pendant devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-5264/2015.

Communiqué de presse de la FINMA du 2.7.2015

9

Entscheiddatum: 14.8.2015

Partei: Direkt unterstellter Finanzintermediär (DUF) X, Geschäftsführer A und B

Thema: Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit, Verletzung der Auskunft- und Meldepflicht

Zusammenfassung: Gewährsträger A des DUF X wurde wegen gewerbsmässigen Betrugs rechtskräftig zu einer Freiheitsstrafe von über drei Jahren verurteilt und musste den Strafvollzug antreten. X, sowie dessen Organe A und B, unterliessen es, diese für die Aufsichtstätigkeit wesentlichen Sachverhalte der FINMA und der Prüfgesellschaft zu melden. Stattdessen machten sie wiederholt und gezielt Falschangaben. Hinzu kam, dass der Strafvollzug von A einen erheblichen Einfluss auf die operative Tätigkeit von X hatte. X und dessen Gewährsträger A und B haben damit ihre Auskunft- und Meldepflichten nach Art. 29 FINMAG wiederholt und in gravierender Weise verletzt.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Bewilligungsentzug und Liquidation von X (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 20 GwG); Berufsverbot gegen A für die Dauer von 2 Jahren und gegen B für die Dauer von 1 Jahr (Art. 33 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von X und A nicht angefochten und ist ihnen gegenüber rechtskräftig. Gegenüber B ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5772/2015.

10

Date de la décision : 28.8.2015

Partie : Intermédiaire financier directement soumis (IFDS) X

Sujet : Obligations de diligence LBA, retrait de l'autorisation d'exercer en tant qu'IFDS et mise en liquidation immédiate

Résumé : Sur instructions de son cocontractant, l'IFDS X a procédé, de manière généralisée et durant plusieurs années, à des paiements via des sociétés offshore à des personnes occupant des fonctions publiques à l'étranger et à des PEP étrangères dans le cadre de travaux portuaires menés par son cocontractant. La procédure a démontré que l'IFDS X avait gravement violé ses obligations de diligence LBA, notamment ses devoirs d'identification et de clarification (art. 6 ss LBA). De tels manquements ont révélé qu'il ne remplissait pas les conditions nécessaires au maintien de l'autorisation d'intermédiaire financier selon l'art. 14 LBA.

Mesures : Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; retrait de l'autorisation et liquidation (art. 37 LFINMA en relation avec les art. 14 et 20 LBA).

Entrée en force : La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

11

Data della decisione: 3.9.2015

Parte: A (richiedente 1), X (richiedente 2 e società presso cui A è impiegato)

Tema: Richiesta d'iscrizione al registro degli intermediari assicurativi non vincolati

Riassunto: A e X hanno richiesto l'iscrizione al registro degli intermediari assicurativi non vincolati (art. 44 LSA). A è stato condannato per ripetuti reati patrimoniali. Tali condanne sono in grado di intaccare l'integrità richiesta all'intermediario e quindi incompatibili con le condizioni personali previste per l'esercizio di un'attività d'intermediazione assicurativa, più precisamente con l'assenza di condanne penali per fatti incompatibili con l'attività prospettata (art. 185 lett. b OS). X non beneficia delle condizioni per essere iscritta, poiché non ha dimostrato di avere collaboratori in possesso delle qualifiche professionali sufficienti (art. 44 cpv. 1 lett. a LSA).

Provvedimenti: Rigetto delle richieste d'iscrizione di A e X.

Crescita in giudicato: Procedura di ricorso pendente; TAF B-6244/2015.

12

Entscheiddatum: 17.9.2015

Partei: A (ausländischer Versicherungsvermittler)

Thema: Abweisung der Anträge um Eintragung ins Register für Versicherungsvermittler

Zusammenfassung: A ist Geschäftsführer einer ausländischen Versicherungsmakler-Gesellschaft mit einer Zweigniederlassung in der Schweiz. In dieser Funktion war A seit den 90er-Jahren tätig. Im Jahr 2012 beantragte A erstmals die Eintragung als ungebundener Versicherungsvermittler in das Register für Versicherungsvermittler. Da A jedoch über keine in der Schweiz anerkanntsfähige Ausbildung verfügte (Art. 184 Abs. 1 AVO), machte A im Jahr 2014 in einem zweiten Registrierungsantrag seine langjährige und ununterbrochene Berufserfahrung als Versicherungsmakler geltend. Zur Begründung stützte sich A auf eine übergangsrechtliche Bestimmung (Art. 6 Abs. 1 AVO-FINMA). Da die übergangsrechtlichen Fristen bereits abgelaufen waren (Art. 90 Abs. 3 und 4 VAG), A jedoch wiederholt eine anfechtbare Verfügung verlangte, wies die FINMA die Anträge von A mit Verweis auf die geltende Praxis kostenpflichtig ab.

Massnahmen: Abweisung der Anträge um Eintragung ins Register für Versicherungsvermittler.

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-6958/2015.

13

Entscheiddatum: 18.9.2015

Partei: A (Mitarbeiter im obersten Kader einer Bank)

Thema: Zustimmungserfordernis (Supervisory Privilege)

Zusammenfassung: Die FINMA ordnete mit Verfügung vom 4.7.2014 (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 10**) u.a. an, dass Unterlagen und Informationen aus dem Verfahren nur mit vorgängiger Zustimmung der FINMA Dritten herausgegeben oder zugänglich gemacht werden dürfen (Zustimmungserfordernis). Das angehobene Beschwerdeverfahren B-5041/2014 wurde aufgrund der Rechtshängigkeit derselben Rechtsfrage in einem anderen Verfahren vor Bundesgericht diesbezüglich sistiert. Das Bundesgericht kam zum Schluss, dass die FINMA zu jenem Zeitpunkt über keine ausreichende formell-gesetzliche Grundlage zur Anordnung eines Zustimmungserfordernisses verfügte, auf die sie sich beim Erlass eines Zustimmungserfordernisses hätte abstützen können (Urteil 2C_1058/2014 vom 28. August 2015). Vor diesem Hintergrund und zufolge der Noch-nicht-Inkraftsetzung der neuen Bestimmung von Art. 42c Abs. 5 FINMAG zog die FINMA ihre Verfügung vom 4. Juli 2014 beschränkt auf das Zustimmungserfordernis in Wiedererwägung.

Massnahmen: Aufhebung der Anordnung eines Zustimmungserfordernisses gegenüber A (teilweise Wiedererwägung).

Rechtskraft: Die Wiedererwägungsverfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

14

Date de la décision : 18.12.2015

Partie : Banque X

Sujet : Obligations en matière d'organisation, en matière de gestion adéquate des risques et en matière de prescriptions comptables.

Résumé : La banque X a conclu de nombreux contrats de crédits avec la cliente Y en vue de l'investir dans des parts de fonds de placement qui se sont révélées par la suite sans valeur. De ce fait, Y était dans l'impossibilité de rembourser le crédit à la banque X comme exigé par celle-ci. La banque X a alors décidé d'accepter le remboursement de la dette de Y moyennant transfert en sa faveur des parts de fonds de placement susmentionnées. Il est apparu à la publication des comptes semestriels et annuels que la banque X n'a pas respecté les règles comptables exigées dans une telle situation. Ce faisant, la banque X a violé le droit de la surveillance en matière d'organisation, de gestion des risques et de prescriptions comptables.

Mesures : Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; ordre de rétablir l'ordre légal (art. 31 LFINMA).

Entrée en force : Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-645/2016.

Surveillance des marchés

15

Entscheiddatum: 16.1.2015

Partei: A (Händler bei einer Bank)

Thema: Marktmanipulation

Zusammenfassung: Händler A war als Eigenhändler der Bank X tätig. Über Jahre manipulierte er mit Scheinaufträgen den Kurs von Aktien und Derivaten von in der Schweiz börsenkotierten Gesellschaften. Er erwirtschaftete dadurch erhebliche Gewinne für die Bank. In den letzten anderthalb Jahren seiner Anstellung war er als Teamleiter für Händler B (siehe **Fall 16**) zuständig. Händler A war an dem durch ihn für die Bank erwirtschafteten Gewinn direkt anteilmässig beteiligt. Die FINMA befand, dass A mit seinem Verhalten jahrelang systematisch sowohl das FINMA-Rundschreiben 08/38 «Marktverhaltensregeln» wie auch die entsprechenden Regularien der Börse sowie die bankinternen Vorschriften verletzt hatte. Aufgrund der Dauer und Systematik des Vorgehens wurden die Aufsichtsrechtsverletzungen als schwer befunden. A ist gemäss Verfügung der FINMA im Sinne von Art. 33 FINMAG verantwortlich dafür, dass die Bank während Jahren das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) schwer verletzt hat.

Massnahmen: Berufsverbot (Art. 33 FINMAG) für die Dauer von 3 Jahren und Tätigkeitsverbot (Art. 35a BEHG) für die Dauer von 3 Jahren; Einziehung von knapp 1,2 Mio. CHF (Art. 35 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

16

Entscheiddatum: 16.1.2015

Partei: B (Händler bei einer Bank)

Thema: Marktmanipulation

Zusammenfassung: Händler B war als Eigenhändler der Bank X tätig. Während mehr als einem Jahr manipulierte er mit Scheinaufträgen den Kurs von Aktien und Derivaten von in der Schweiz börsenkotierten Gesellschaften und erwirtschaftete dadurch erhebliche Gewinne für die Bank. Händler B hatte keine Leitungsfunktion. Sein Bonus wurde von Händler A (siehe **Fall 15**) als Teamleiter frei bestimmt. Die FINMA befand, dass B mit seinem Verhalten sowohl das FINMA-Rundschreiben 08/38 «Marktverhaltensregeln» wie auch die entsprechenden Regularien der Börse sowie die bankinternen Vorschriften verletzt hatte. Aufgrund der Systematik des Vorgehens wurden die Aufsichtsrechtsverletzungen als schwer befunden. B ist gemäss Verfügung der FINMA verantwortlich dafür, dass die Bank während Jahren das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) schwer verletzt hat.

Massnahmen: Tätigkeitsverbot für die Dauer von 1 Jahr (Art. 35a BEHG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

17

Entscheiddatum: 23.10.2015

Partei: Effektenhändler X

Thema: Marktmanipulation, Risiken bei Hedging im Zusammenhang mit strukturierten Produkten

Zusammenfassung: Der Effektenhändler X emittierte ein strukturiertes Produkt. Dieses sah vor, den Anlegern einen Coupon auszuzahlen, sofern verschiedene Basiswerte an bestimmten Beobachtungstagen über einem vordefinierten Trigger Level schlossen. In der Schlussauktion einer der Beobachtungstage tätigte X derart umfangreiche Transaktionen in einem der Basiswerte, dass der Kurs des Basiswertes unter das Trigger Level fiel und den Anlegern der Coupon nicht ausbezahlt werden musste. X begründete seine Marktaktivitäten mit wirtschaftlich notwendigen Absicherungsgeschäften. Die FINMA kommt zum Schluss, dass X, um Gewinne zu maximieren, den Kurs des Basiswerts gezielt knapp unterhalb des Trigger Level drückte. Damit liegt eine Manipulation des Schlusskurses («Marking the Close») nach Art. 33f BEHG i.V.m. Rz. 26 des FINMA-Rundschreibens 2013/8 «Marktverhaltensregeln» vor. Ebenfalls rügt die FINMA ein mangelhaftes Risikomanagement: Der Effektenhändler hatte kaum Vorkehrungen getroffen, um zu verhindern, dass mit den eigenen Absicherungsgeschäften in der relevanten Schlussauktion das Trigger Level durchschritten wird. Damit liegt ein Verstoss gegen Art. 10 Bst. a und d BEHG vor.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Gewinneinziehung im Umfang von knapp 3,2 Mio. CHF (Art. 31 FINMAG); Überprüfung der Umsetzung von Massnahmen durch einen Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

13

18

Entscheiddatum: 11.12.2015

Partei: A (Mitarbeiter im Kader bei der Bank X)

Thema: Marktverhalten im Zusammenhang mit dem Devisenhandelsgeschäft (siehe auch Fälle **19, 20, 21, 22**)

Zusammenfassung: Leiter A war zuständiger Co-Leiter des globalen Devisen- und Edelmetallhandels der Bank X. Mit Verfügung gegen die Bank hatte die FINMA im Jahr 2014 festgestellt, dass die Händler des Devisenspothandelsdesks Zürich wiederholt und über einen längeren Zeitraum hinweg zumindest versucht hatten, Devisenreferenzwerte zu manipulieren und in treuwidriger Weise gegen die Interessen ihrer Kunden agierten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 29**). Treuwidriges Verhalten wurde auch im Edelmetallspothandel festgestellt. Das Verfahren ergab zudem, dass schwerwiegende Mängel bei der Überwachung und im Risikomanagement des Devisenspothandels vorlagen. In einem im Nachgang zur Verfügung gegen die Bank X geführten Verfahren stellte die FINMA fest, dass Leiter A als zuständiger Co-Leiter des globalen Devisen- und Edelmetallhandels seine Aufsichts- und Kontrollpflichten für den Devisenspothandel und insbesondere für den Spothandelsdesk Zürich in grober Weise vernachlässigt hat. So setzte er für den Devisenspothandel bewusst und wissentlich auf eine Strategie, welche die bereits vorhandenen Risiken weiter erheblich erhöhte, um die Gewinne für die Bank X zu steigern. Gleichzeitig unterliess es Leiter A, einen geeigneten Kontrollrahmen sowie eine ausreichende Compliance-Kultur sicherzustellen, und ignorierte die entsprechenden, wiederholten Warnzeichen für Fehlverhalten im

Devisenspothandel. Insbesondere überwachte er das Verhalten des zuständigen Co-Leiters des Spothandels sowohl hinsichtlich der Wahrnehmung seiner Compliance-Rolle als auch seiner Handelsaktivitäten nur ungenügend. Leiter A ist gemäss Verfügung der FINMA im Sinne von Art. 33 FINMAG verantwortlich dafür, dass die Bank X während Jahren das Organisations- und Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. a und c BankG sowie Art. 3f BankG) schwer verletzt hat.

Massnahmen: Berufsverbot für die Dauer von 4 Jahren (Art. 33 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-688/2016.

Medienmitteilung der FINMA vom 17.12.2015

19

Entscheiddatum: 11.12.2015

Partei: A (Mitarbeiter im Kader bei der Bank X)

Thema: Marktverhalten im Zusammenhang mit dem Devisenhandelsgeschäft (siehe auch Fälle **18, 20, 21, 22**)

Zusammenfassung: Leiter A war zuständiger Co-Leiter des globalen Devisen- und Edelmetallspothandels der Bank X. Mit Verfügung gegen die Bank hatte die FINMA im Jahr 2014 festgestellt, dass die Händler des Devisenspothandelsdesks Zürich wiederholt und über einen längeren Zeitraum hinweg zumindest versucht hatten, Devisenreferenzwerte zu manipulieren, und in treuwidriger Weise gegen die Interessen ihrer Kunden agierten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 29**). Treuwidriges Verhalten wurde auch im Edelmetallspothandel festgestellt. Das Verfahren ergab zudem, dass schwerwiegende Mängel bei der Überwachung und im Risikomanagement des Devisenspothandels vorlagen. In einem im Nachgang zur Verfügung gegen die Bank X geführten Verfahren stellte die FINMA fest, dass Leiter A für die fehlende Compliance-Kultur am Spothandelsdesk Zürich der Bank X die Verantwortung als Vorgesetzter trägt. Obwohl er zuständiger Co-Leiter des globalen Devisen- und Edelmetallspothandels war, vernachlässigte er seine Compliance- und Überwachungsaufgaben und liess die Spothändler weitgehend gewähren. Leiter A setzte alles daran, die Gewinne im Spothandel zu steigern, auch zu seinem eigenen, finanziellen Vorteil. Zu diesem Zweck setzte er die Spothändler unter Druck, vermehrt und aktiv Informationen in Chats mit Externen auszutauschen und gleichzeitig

über den Kunden- und Eigenhandel mehr Risiken einzugehen. In diesem Zusammenhang nahm Leiter A bewusst in Kauf, dass die Spothändler die internen Regeln verletzten und gegen Aufsichtsrecht verstiesen. Leiter A ist gemäss Verfügung der FINMA im Sinne von Art. 33 FINMAG verantwortlich dafür, dass die Bank X während Jahren das Organisations- und Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. a und c BankG sowie Art. 3f BankG) schwer verletzt hat.

Massnahmen: Berufsverbot für die Dauer von 5 Jahren (Art. 33 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-635/2016.

Medienmitteilung der FINMA vom 17.12.2015

20

Entscheiddatum: 11.12.2015

Partei: A und B (Händler bei der Bank X)

Thema: Marktverhalten im Zusammenhang mit dem Edelmetallhandel (siehe auch Fälle **18, 19, 21, 22**)

Zusammenfassung: Händler A und B waren als Edelmetallspothändler der Bank X tätig. Mit Verfügung gegen die Bank hatte die FINMA im Jahr 2014 festgestellt, dass sich verschiedene Händler im Devisen- und Edelmetallhandel gegenüber Kunden wiederholt treuwidrig verhalten und die Bank insbesondere gegen die Gewähr für eine einwandfreie Geschäftstätigkeit verstossen hatte (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 29**). Die im Nachgang zur Verfügung gegen die Bank X geführten Verfahren ergaben, dass sich die Händler A und B im Edelmetallspothandel wiederholt an treuwidrigen Verhaltensweisen beteiligt hatten. Insbesondere legten sie in Chats mit externen Dritten vertrauliche Kundeninformationen offen und betrieben Front Running, letzteres vor allem bei marktbewegenden Aufträgen eines einzelnen Kunden für das Silber-Fixing. Die Händler A und B sind gemäss Verfügung der FINMA im Sinne von Art. 33 FINMAG verantwortlich dafür, dass die Bank X während Jahren das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG sowie Art. 3f Abs. 1 BankG) schwer verletzt hat.

Massnahmen: Berufsverbote gegen A für die Dauer von 1,5 Jahren und gegen B für die Dauer von 1 Jahr (Art. 33 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von A nicht angefochten und ist ihm gegenüber rechtskräftig. Gegenüber B ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-686/2016.

Medienmitteilung der FINMA vom 17.12.2015

21

Entscheiddatum: 11.12.2015

Partei: A und B (Händler bei der Bank X)

Thema: Marktverhalten im Zusammenhang mit dem Devisenhandelsgeschäft (siehe auch Fälle **18, 19, 20, 22**)

Zusammenfassung: Händler A und B waren als Devisenspothändler der Bank X tätig. Mit Verfügung gegen die Bank hatte die FINMA im Jahr 2014 festgestellt, dass verschiedene Händler wiederholt und über einen längeren Zeitraum hinweg zumindest versucht hatten, Devisenreferenzwerte zu manipulieren (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 29**). Zudem handelten die Devisenspothändler der Bank X wiederholt gegen die Interessen ihrer Kunden. Unter anderem lösten sie deren Stop-Loss-Aufträge aus, tätigten vor Kundenaufträgen Geschäfte für die Bank (Front Running), legten in Chats vertrauliche Kundeninformationen offen und nahmen treuwidriges Verhalten Dritter in Kauf. Dadurch verletzte die Bank X aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer. Händler A und B waren wegen wiederholter und regelmässiger Handlungen im Sinne von Art. 33 FINMAG für die schwere Verletzung des Gewährserfordernisses (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG sowie Art. 3f BankG) durch die Bank X verantwortlich.

Massnahmen: Berufsverbote gegen A für die Dauer von 3 Jahren und gegen B für die Dauer von 1 Jahr (Art. 33 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-685/2016 und BVGer B-626/2016.

Medienmitteilung der FINMA vom 17.12.2015

Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

22

Entscheiddatum: 18.12.2015

Partei: Mitarbeiter A bei der Bank X

Thema: Marktverhalten im Zusammenhang mit dem Devisenhandelsgeschäft (siehe auch Fälle **18, 19, 20, 21**)

Zusammenfassung: Mitarbeiter A war bei der Bank X für strukturierte Produkte im Bereich Devisen tätig. Mit Verfügung gegen die Bank (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 29**) hatte die FINMA im Jahr 2014 unter anderem festgestellt, dass Mitarbeiter auf Devisentransaktionen, die in Zusammenhang mit einem bankinternen Produkt erfolgten, exzessiv und treuwidrig Mark-ups (Aufschläge auf den Einstandspreisen) erhoben. Die Anleger hatten von den Mark-ups keine Kenntnis und brauchten vernünftigerweise nicht mit diesen zu rechnen. Indem Mitarbeiter A zulasten der Anleger selber Mark-ups erhob und dasselbe Verhalten durch andere Mitarbeiter zuließ, war er im Sinne von Art. 33 FINMAG für die schwere Verletzung des Gewährserfordernisses (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG sowie Art. 3f BankG) durch die Bank X verantwortlich.

Massnahmen: Berufsverbot für die Dauer von 6 Monaten (Art. 33 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-642/2016.

23

Entscheiddatum: 9.1.2015

Partei: X AG, natürliche Personen A und B

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

Zusammenfassung: Die X AG verkaufte Aktien ihrer Tochtergesellschaften eigenen Angaben zufolge zwecks Finanzierung von Rohstoffprojekten. Hierzu verwendeten die X AG und ihre Geschäftsführer A und B zwei Vertragsmuster: Ein erstes Vertragsmuster sah eine Übertragung einer bestimmten Anzahl Aktien einer noch zu gründenden Gesellschaft nach deren Gründung vor. Ein zweites Vertragsmuster bezeichnete die Aktien der bestehenden Y AG als Kaufobjekt, ohne aber ein bestimmtes Vollzugsdatum zu benennen. Die geschuldeten Aktien wurden bis zur Eröffnung des Verfahrens nie übertragen. Das erste Vertragsmuster enthielt für den Fall der Nichtübertragung eine Verpflichtung zur Rückzahlung der Kaufpreise. Vor diesem Hintergrund erkannte die FINMA eine unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen (Art. 1 Abs. 2 BankG). Für den Fall des Vollzugs der Verträge ging die FINMA zudem von einer unterstellungspflichtigen Emissionshaustätigkeit aus (Art. 10 BEHG i.V.m. Art. 3 Abs. 2 BEHV). Die FINMA stellte folglich eine Tätigkeit ohne erforderliche Bewilligung fest.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Konkurseröffnung über die X AG (Art. 37 Abs. 3 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 4 Jahren bzw. gegen B für die Dauer von 1 Jahr (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

17

24

Entscheiddatum: 26.2.2015

Partei: X AG, natürliche Person A

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

Zusammenfassung: Die X AG nahm von mindestens 35 Personen sogenannte «Invest-Einlagen» entgegen. Mit diesen Einlagen sollte bei Kreditgebern ein Grosskredit beantragt und dieser den Einlegern weitergegeben werden. Die «Invest-Einlagen» wurden verzinst und unterlagen einer bedingten Rückzahlungsverpflichtung für den Fall, dass kein Kreditgeschäft zustande kommen sollte. Die einbezahlten Gelder wurden für den Betrieb der X AG aufgebraucht, ohne dass ein Kreditgeschäft abgeschlossen wurde. Die «Invest-Einlagen» sind als Darlehen zu qualifizieren. Die X AG hat mit der Aufnahme dieser Darlehen ohne die erforderliche Bewilligung gewerbmässig Publikumseinlagen entgegengenommen (Art. 1 Abs. 2 BankG). Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit war A als Mitglied des Verwaltungsrats der X AG massgeblich verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkureröffnung (Art. 37 Abs. 1 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 3 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von der X AG nicht angefochten und ist ihr gegenüber rechtskräftig; gegenüber A ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-1906/2015.

25

Entscheiddatum: 24.4.2015.

Partei: X AG und Y AG, natürliche Person A

Thema: Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

Zusammenfassung: Die X AG und die Y AG sind zwei Vermögensverwaltungsgesellschaften, die Darlehen und Anleihen gegen Zins entgegennahmen. Zwecks Rückzahlungen ihrer Verbindlichkeiten verkauften die Gesellschaften in grossem Umfang Aktien einer Drittgesellschaft an über 80 Investoren. Hierzu setzten sie Vermittler ein. Die verkauften Aktien wurden vom Geschäftsführer und Inhaber A angeblich unentgeltlich in die Gesellschaften eingebracht. Da im Rahmen der Untersuchungen jedoch diverse Zahlungen an die Emittentin festgestellt wurden und A selbst als Organ der Emittentin tätig war, ging die FINMA von einer teilweise entgeltlichen Übernahme der Aktien und einer erstmaligen Ausgabe derselben auf dem Primärmarkt aus. Die FINMA stellte in ihrer Verfügung entsprechend eine unerlaubte Emissionshaustätigkeit (Art. 10 BEHG i.V.m. Art. 3 Abs. 2 BEHV) fest.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Konkureröffnung über die X AG und die Y AG (Art. 37 Abs. 3 FINMAG i.V.m. Art. 36a BEHG i.V.m. Art. 33 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde bezüglich der Konkureröffnung angefochten; Beschwerdeverfahren BVGer B-3380/2015. In den übrigen Punkten wurde sie nicht angefochten und ist rechtskräftig.

26

Entscheiddatum: 24.4.2015

Partei: X AG, Zweigniederlassung der ausländischen Y Ltd. (nachfolgend: «ZN Y Ltd.»), Z AG, natürliche Person A

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen als Gruppe

Zusammenfassung: Die X AG bot im Ausland gelegene Baumbestände mit dem Versprechen zum Kauf an, diese nach zehn Jahren zum gleichen Preis zurückzukaufen. Während dieser Zeit sollte der Investor seinen Hain gegen einen jährlichen Zins zur Bewirtschaftung an die X AG zurückverpachten. Die Verträge erklärten Schweizer Recht für anwendbar. Die den Anlegern mitgeteilten Baumkoordinaten erwiesen sich als durchwegs falsch und stimmten nicht mit den entsprechenden Lageplänen überein. Die ZN Y Ltd, welche die Ernteprodukte verarbeitete und vertrieb, wurde intensiv mit Anlegergeldern seitens der X AG querfinanziert, ohne dass dies in ihrer Buchhaltung korrekt abgegrenzt worden wäre. Die Z AG schliesslich sollte die Gesellschaften der Gruppe als Holding übernehmen. Nach Auffassung der FINMA wiesen die Kaufverträge kein genügend individualisiertes Kaufobjekt auf. Dementsprechend war die Ausnahmebestimmung zum Verbot der Entgegennahme von Publikums-einlagen (Art. 1 Abs. 1 BankG) betreffend Gelder, welche eine Gegenleistung aus einem Vertrag auf Übertragung von Eigentum darstellen (Art. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV), nicht anwendbar. Gleichzeitig entsprach das Investitionsangebot wirtschaftlich einem verzinslichen Darlehen. Damit hatten die X AG, die ZN Y Ltd. sowie die Z AG gemeinsam als Gruppe gewerbsmässig Publikums-einlagen ohne erforderliche Bankenbewilligung entgegengenommen. Hierfür war A als einziges Organ der X AG, der ZN Y Ltd. sowie der Z AG massgeblich verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Konkurs der X AG, Liquidation der ZN Y Ltd. sowie der Z AG (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG); Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten bei der ZN Y Ltd. mit sofortiger Wirkung bis zur Rechtskraft der Verfügung (Art. 36 Abs. 1 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2757/2015 und B-3484/2015.

27

Entscheiddatum: 30.4.2015

Partei: Natürliche Personen A und B

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-

einlagen, unerlaubte Verwendung des Begriffs Bank
Zusammenfassung: Die X AG war im Bereich der Vermögensverwaltung tätig. Im Jahr 2010 hatte sie zwei Anleihen ausgegeben und ihr Kerngeschäft u.a. mit «Swiss Private Banking» beworben. Für die 2 Anleihen wurde kein rechtsgenügender Prospekt erstellt bzw. kein solcher an die Anleger abgegeben. Folglich lag eine unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen ohne erforderliche Bankenbewilligung vor (Art. 1 Abs. 2 BankG i.V.m. Art. 3a Abs. 3 Bst. b aBankV). Zudem wurde der Begriff «Bank» im Slogan «Swiss Private Banking» unerlaubt verwendet (Art. 1 Abs. 4 BankG). Als Organe der X AG waren A und B hierfür verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von je 2 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von A nicht angefochten und ist ihm gegenüber rechtskräftig. Gegenüber B wurde die Verfügung mit Urteil des BVGer B-3659/2015 vom 1.2.2016 bestätigt (rechtskräftig).

28

Data della decisione: 30.4.2015

Parte: Persona fisica A

Tema: Attività di commerciante di valori mobiliari senza autorizzazione; obbligo di fornire informazioni alla FINMA (cfr. inoltre **caso 29**)

Riassunto: X SA, società attiva nel commercio di valori mobiliari per proprio conto e nella gestione patrimoniale di un fondo d'investimento estero, è stata messa in liquidazione nel 2014 con decisione della FINMA. (cfr. Rapporto sull'*enforcement* 2014, **caso 31**). Successivamente alla messa in liquidazione di X SA, è stato aperto un procedimento di *enforcement* contro A, già suo amministratore unico. A, nella veste di amministratore unico, era al corrente che la soglia di assoggettabilità di 5 mia. CHF di volumi annui per il commercio in proprio fosse stata superata e non ha preso le misure atte ad impedire a X SA di violare in maniera grave le disposizioni legali in materia di vigilanza, operando quale commerciante di valori mobiliari senza l'autorizzazione necessaria (art. 10 LBVM) e non ottemperando all'obbligo di fornire informazioni alla FINMA (art. 29 LFINMA).

Provvedimenti: Ordine di astenersi dall'esercizio di un'attività assoggettata senza la necessaria autorizzazione; pubblicazione della misura per una durata di 3 anni (art. 34 LFINMA).

Crescita in giudicato: La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

29

Data della decisione: 7.5.2015

Parte: Persone fisiche B e C

Tema: Attività di commerciante di valori mobiliari senza autorizzazione; obbligo di fornire informazioni alla FINMA (cfr. inoltre **caso 28**)

Riassunto: X SA, società attiva nel commercio di valori mobiliari per proprio conto e nella gestione patrimoniale di un fondo d'investimento estero, è stata messa in liquidazione nel 2014 con decisione della FINMA (cfr. Rapporto sull'*enforcement* **2014, caso 31**). Successivamente alla messa in liquidazione di X SA, è stato aperto un procedimento di *enforcement* nei confronti di B e C, organi di fatto di X SA. Essi si occupavano del commercio in proprio di obbligazioni, rispettivamente della gestione del fondo estero (tramite la compravendita di derivati), dirigendo l'attività operativa di X SA, pur non beneficiando di una delega formale. Quali organi di fatto essi non hanno preso le misure atte a impedire alla società di violare in maniera grave le disposizioni legali in materia di vigilanza, operando senza l'autorizzazione necessaria (art. 10 LBVM) e non ottemperando all'obbligo di fornire informazioni alla FINMA (art. 29 LFINMA). La FINMA ha inoltre constatato che nel commercio di valori mobiliari, rispettivamente di compravendita di derivati presso la Banca Y, dove B e C erano in precedenza operativi, essi hanno violato l'obbligo di diligenza e lealtà (art. 11 cpv. 1 lett. b, c LBVM) e l'obbligo di assumere un comportamento integro nei confronti dei mercati finanziari, e non hanno avvertito i vari presidi preposti alla vigilanza degli ingenti rischi giuridici e di reputazione incorsi dall'istituto, violando l'art. 12 cpv. 2 OBCR.

Provvedimenti: Ordine di astenersi dall'esercizio di un'attività assoggettata senza la necessaria autorizzazione contro B e C; pubblicazione della misura per una durata di 4 anni (art. 34 LFINMA).

Crescita in giudicato: La decisione della FINMA nei confronti di B è cresciuta in giudicato senza ricorso; nei confronti di C la procedura di ricorso è pendente; TAF B-3684/2015.

30

Date de la décision : 21.5.2015

Partie : X Sàrl et Y SA

Sujet : Acceptation illicite de dépôts du public en tant que groupe

Résumé : Appartenant à un vaste groupe aux connexions internationales, X Sàrl proposait à ses clients différents services, en particulier en rapport avec une plateforme de *trading* fournissant également si désiré l'accès à des logiciels de stratégie de *trading*. Pour ce faire, le client devait ouvrir un compte et y opérer un dépôt minimal avant de pouvoir opérer sur ladite plateforme. Destinée à reprendre l'activité de X Sàrl, Y SA opérait selon le même schéma. En raison de leurs liens économiques, personnels et organisationnels, X Sàrl et Y SA constituaient un groupe. Ce groupe a accepté, sur la base du modèle appliqué et sans détenir l'autorisation nécessaire, les dépôts de plus de 140 clients (art. 1 al. 2 LB).

Mesures : Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; liquidation et ouverture de la faillite de X Sàrl et Y SA (art. 37 al. 1 LFINMA en relation avec l'art. 33 al. 1 LB).

Entrée en force : La décision de la FINMA est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

31

Entscheiddatum: 4.6.2015

Partei: X AG, natürliche Personen A und B

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

Zusammenfassung: Die X AG gab seit 2005 ein als «Zwangswandelanleihe» bezeichnetes Finanzierungsprodukt an potenzielle Investoren aus. Die Investoren zeichneten eine Anleihe mit einer Laufzeit von 10 Jahren bzw. bis Mitte 2015, die geringfügig verzinst wurde. Zusätzlich hatten die X AG wie auch die Anleger die Möglichkeit, die Anleihe per Mitte 2015 in Aktien der X AG zu wandeln. Die X AG hat während der Zeitperiode 2008 bis 2013 Gelder von mindestens 45 Personen aufgenommen. Die «Zwangswandelanleihen» wurden laufend ausgegeben, d.h., es bestand weder eine Zeichnungsfrist noch ein fixes Liberierungsdatum. Zudem existierten je nach Zeitpunkt der Zeichnung auch unterschiedliche Ausgabepreise. Somit wies das Produkt keine einheitlichen Ausgabebedingungen auf, weshalb keine Anleihe im Rechtssinn vorlag. Der Ausnahmetatbestand von Art. 5 Abs. 3 BankV war nicht anwendbar. Indem die X AG das Produkt «Zwangsanleihe» vertrieb, nahm sie ohne die erforderliche Bewilligung gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegen (Art. 1 Abs. 2 BankG). Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit waren A und B als Mitglieder des Verwaltungsrats der X AG massgeblich verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 Abs. 1 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 5 Jahren und gegen B für die Dauer von 3 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von B nicht angefochten und ist ihm gegenüber rechtskräftig. Gegenüber der X AG und A ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-3729/2015.

32

Entscheiddatum: 11.6.2015

Partei: X GmbH und im Ausland domizilierte Zweigniederlassungen XA, XB und XC, natürliche Person A

Thema: Verletzung der Mitwirkung, Wiedererwägung

Zusammenfassung: Hinsichtlich der X GmbH und ihrer ausländischen Ableger XA, XB und XC stellte die FINMA am 6.6.2014 fest, dass die X-Gesellschaften gemeinsam als Gruppe gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hatten, ohne über die notwendige Bankenbewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 39**). Da die Geschäftstätigkeit der X-Gruppe überwiegend von der Schweiz aus erfolgte, waren die ausländischen Entitäten faktische Zweigniederlassungen. Sie wurden entsprechend in das Handelsregister am Sitz der X eingetragen. Die FINMA stellte weiter fest, dass A aufgrund seines massgeblichen Beitrags ebenfalls ohne Bewilligung gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen hatte. Die FINMA kam zu dieser Schlussfolgerung, weil bei der X GmbH ca. 180 Einzahlungen von mindestens 20 Personen eingegangen waren. Zugleich hatte die X GmbH umfangreiche Überweisungen an Forex-Handelsplattformen im Ausland getätigt. Über die Verwendung und den Verbleib des Geldes bestanden zum damaligen Zeitpunkt keine Anhaltspunkte. Die X GmbH und ihr einziges Organ A verweigerten gegenüber der FINMA wiederholt jegliche Mitwirkung an der Aufarbeitung des Sachverhalts. Über die X-Gesellschaften wurde gemäss Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 33 BankG der Konkurs eröffnet. Gegen A wurde eine Unterlassungsanweisung mit Publikation für die Dauer von 5 Jahren ausgesprochen (Art. 34 FINMAG). Die X-Gruppe und A führten gegen den Entscheid der FINMA Beschwerde beim Bundesverwaltungsgericht und reichten erstmals neue und umfangreiche Beweismittel ein. Daraus ging hervor, dass die Einzahlungen auf Konten der X GmbH und die

anschliessenden Überweisungen der Gelder auf die verschiedenen Forex-Handelsplattformen im Zusammenhang mit der Beschaffung und dem Vertrieb von Edelmetall standen. Aufgrund dieser neuen Sachverhaltselemente wurde die Verfügung vom 6.6.2014 in Wiedererwägung gezogen. Die angeordneten Konkurse über die X-Gesellschaften, die Unterlassungsanweisung gegen A sowie die Publikation wurden widerrufen. Indessen stellten die FINMA und nachfolgend auch das Bundesverwaltungsgericht fest, dass die X GmbH und A ihren Mitwirkungspflichten im Verfahren der FINMA nicht nachgekommen waren und damit aufsichtsrechtliche Pflichten schwer verletzt haben (Art. 29 i.V.m. Art. 32 FINMAG). Deshalb wurden ihnen sämtliche Verfahrenskosten auferlegt.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG).

Rechtskraft: Bestätigt mit Urteil des BVGer B-4639/2014 vom 23.11.2015 (rechtskräftig).

33

Entscheiddatum: 26.6.2015

Partei: Natürliche Person A

Thema: Unerlaubte Emissionshaustätigkeit

Zusammenfassung: A übernahm als Verwaltungsrätin und Geschäftsführerin grosse Mengen an Aktien einer Gesellschaft. Durch den Einsatz von einem Dutzend Vermittler verkaufte sie diese Aktien mittels «Cold Calls» erstmals auf dem Primärmarkt an mehrere hundert Personen. A übte damit eine bewilligungspflichtige Effekthändlertätigkeit ohne die erforderliche Bewilligung aus (Art. 10 BEHG).

Massnahmen: Publikation einer Unterlassungsanweisung für die Dauer von 4 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5274/2015.

34

Date de la décision : 23.7.2015

Partie : Personne physique A

Sujet : Acceptation illicite de dépôts du public

Résumé : A était associé gérant de X Sàrl et administrateur de Y SA (cf. **cas 30**), avec signature individuelle dans les deux cas. Par sa passivité, il a permis le développement de l'activité illicite, dont l'ampleur l'a rapidement dépassé. Quand bien même il ne devrait être considéré que comme homme de paille, ses fonctions d'organe inscrit et son impassibilité le rendent responsable de l'activité illégale déployée par X Sàrl et Y SA. En ne remplissant pas son devoir inaliénable de garantir le respect des prescriptions légales par les sociétés sur lesquelles il exerçait la haute direction et la haute surveillance, il se voit imputer une responsabilité directe dans leur activité illicite. Le fait, comme il le prétend, qu'il ait été trompé, n'y change rien.

Mesures : Décision en constatation (art. 32 LFINMA) ; ordre de s'abstenir d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à l'autorisation de la FINMA et publication pour une durée de 5 ans (art. 34 LFINMA).

Entrée en force : Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-5715/2015.

35

Entscheiddatum: 4.9.2015

Partei: X AG, natürliche Personen A, B und C

Thema: Unerlaubte Emissionshaustätigkeit, unerlaubter Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage (SICAF)

Zusammenfassung: Die X AG übernahm Aktien von einer mit der Emittentin sowie mit einer ihr selber eng verbundenen Gesellschaft. Anschliessend verkaufte die X AG die Aktien an mindestens 40 Personen. Ihre Tätigkeit bewarb sie öffentlich mittels Werbeanzeigen im Internet sowie in Zusammenarbeit mit professionellen Vermittlern. Die X AG übte damit eine Emissionshaustätigkeit gemäss Art. 10 BEHG aus, ohne über die erforderliche Bewilligung der FINMA zu verfügen. Zudem verkaufte die X AG ihre eigenen Aktien an mindestens 71 Investoren, um sich mit dem Verkaufserlös an Drittgesellschaften zu beteiligen. Die so erworbenen Beteiligungen dienten ausschliesslich Anlagezwecken. Die Investoren verfügten über keinerlei Mitspracherecht bei der Investitionstätigkeit der X AG; sie partizipierten lediglich an den angestrebten Mehrwerten. Es lag keine Wertschöpfung vor, die über die blosser Verwaltung des Anlagevermögens hinausging, womit das Risiko für den Investor nicht in einer operativen Tätigkeit der X AG bestand, sondern in der Entwicklung des Werts der einzelnen Beteiligungen. Die X AG war demnach keine operative Gesellschaft bzw. übte keine unternehmerische Tätigkeit im Sinne von Art. 2 Abs. 2 Bst. d KAG aus. Überdies galten nicht sämtliche Investoren der X AG als qualifizierte Anleger, womit die X AG nicht als Investmentgesellschaft im Sinne der Ausnahmebestimmung gemäss Art. 2 Abs. 3 KAG galt. Die X AG betrieb folglich eine unterstellungspflichtige SICAF gemäss Art. 110 i.V.m. Art. 13 Abs. 2 Bst. d KAG, ohne über die erforderliche Bewilligung der FINMA zu verfügen. Für den mehrjährigen gesetzeswidrigen Zustand bzw. die festgestellten

unterstellungspflichtigen Tätigkeiten im Bereich des BEHG sowie des KAG war A als Hauptakteur der X AG massgeblich verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 Abs. 1 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG sowie Art. 134 und 135 KAG); Unterlassungsanweisungen gegen B und C ohne Publikation und gegen A mit Publikation für die Dauer von 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-5712/2015 und B-6430/2015.

25

36

Entscheiddatum: 8.10.2015

Partei: X AG, Zweigniederlassung der ausländischen Y Ltd. (nachfolgend: «ZN Y Ltd.»), Z AG, A (einziges Organ der X AG, der ZN Y Ltd. sowie der Z AG)

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen als Gruppe, Wiedererwägungsgesuch

Zusammenfassung: Die X AG, die ZN Y Ltd., die Z AG sowie A (gemeinsam nachfolgend: «Gesuchsteller») ersuchten die FINMA um Wiedererwägung ihrer Verfügung vom 24.4.2015 (vgl. **Fall 26**). Als Begründung führten sie an, zwei ausländische von A dominierte Gesellschaften hätten mit den Anlegern neue Verträge nach ausländischem Recht abgeschlossen, die das anwendbare ausländische Aufsichtsrecht respektierten. Zudem seien den entsprechenden Anlegern als Ersatz neue Baumbestände übertragen worden. Darüber hinaus verlangten die Gesuchsteller die Zustimmung der FINMA zur Übertragung aller Rechte und Pflichten der Anleger aus ihren alten Verträgen mit der X AG auf die ausländische W GmbH. Diese würde dann im Konkurs der X AG für ihre Forderungen eine Rangrücktrittserklärung abgeben. Die FINMA lehnte das Wiedererwägungsgesuch ab. Die neuen Verträge und die weiteren Vorschläge der Gesuchsteller änderten nichts am Liquidationsgrund – der schweren Verletzung von Aufsichtsrecht (Bankengesetz). Auch brachten die Gesuchsteller keine ausreichenden Gründe für den Widerruf des Konkurses vor.

Massnahmen: Abweisung des Wiedererwägungsgesuchs (Art. 58 VwVG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2757/2015 und B-3484/2015.

37

Entscheiddatum: 29.10.2015

Partei: X AG

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

Zusammenfassung: Der Geschäftszweck der X AG bestand insbesondere im Bau und Betrieb von Solaranlagen. Zwecks Finanzierung ihres Geschäftsmodells gab die X AG verschiedene Tranchen an Obligationenanleihen aus und bewarb diese öffentlich. Bei sämtlichen Tranchen wurden Obligationen erst nach Ablauf der Liberierungsfrist gezeichnet, womit es an der erforderlichen Einheitlichkeit gemäss Definition einer Anleiheobligation fehlte. Diesen Verbindlichkeiten kam demnach Einlagecharakter zu. Die von der X AG an die Anleger ausgegebenen Prospekte wiesen überdies nicht den erforderlichen Informationsgehalt gemäss Art. 1156 Abs. 2 OR und Art. 652a Abs. 1 OR auf. Insbesondere wurden die Revisionsberichte nicht unmittelbar beigelegt und diese Berichte enthielten nicht sämtliche für einen fundierten Anlageentscheid erforderlichen Informationen. Eine Ausnahme von einer unterstellungspflichtigen Entgegennahme von Publikumseinlagen nach Art. 3a Abs. 3 und 4 aBankV lag damit nicht vor. Die X AG hat ohne Bewilligung gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen (Art. 1 Abs. 2 BankG). Sie stellte jedoch im Sinne von Art. 31 FINMAG unverzüglich den ordnungsgemässen Zustand wieder her und hielt die Anleger vollumfänglich schadlos.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Unterlassungsanweisung gegen die X AG bzw. deren Organe ohne Publikation; Androhung der Liquidation an die X AG im Wiederholungsfall.

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

38

Entscheiddatum: 29.10.2015

Partei: X AG, Y GmbH, natürliche Person A

Thema: Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen als Gruppe

Zusammenfassung: Die X AG hatte bei ihren rund 700 Partizipanten für den Kauf von «Unterlizenzen» zweier ausländischer Wort- und Bildmarken erworben. Die ausländische Y GmbH verwendet diese Marken für ihre Geschäftstätigkeit. Mit der Investition erhielten die Partizipanten das Recht auf eine jährliche Nutzungsgebühr seitens der Y GmbH, ohne weitere Rechte und Pflichten; bei Vertragsende hatten sie Anspruch auf Rückzahlung ihrer Investition. Das Angebot war verbunden mit einem Vertrag zum Abkauf der Partizipationsscheine durch die Y GmbH, zusammen mit einer einmaligen Dividende, zahlbar innerhalb von 10 Jahren. Von diesem Angebot machten 10 Partizipanten Gebrauch, fünf weitere bekundeten ihr Interesse an einer Investition. Beide Gesellschaften wurden durch A als einziges Organ geführt. Dazu ist die Y GmbH Inhaberin der X AG. Damit haben die X AG sowie die Y GmbH als Gruppe ohne erforderliche Bewilligung Publikumseinlagen im Sinne von Art. 1 BankG entgegengenommen und für diese Tätigkeit Werbung betrieben. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit war A als einziges Organ der X AG sowie Geschäftsführer der Y GmbH verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation der X AG und Konkursöffnung über die X AG (Art. 37 Abs. 1 FINMAG i.V.m. Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 3 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

39

Entscheiddatum: 12.11.15

Partei: X AG, natürliche Person A

Thema: Unerlaubte Emissionshaustätigkeit

Zusammenfassung: Die X AG verkaufte nach folgendem Muster Aktien zweier Emittentinnen: Zunächst schloss sie in eigenem Namen Aktienkaufverträge mit Anlegern ab, welche sie mittels Telefonmarketing kontaktiert hatte. Nachdem mehrere Anleger den Kaufpreis auf ein Konto der X AG einbezahlt hatten, veranlasste sie, dass die jeweilige Emittentin den Anlegern ein als «Eigentumsbestätigung» bezeichnetes Dokument zustellte. Zudem überwies die X AG an Drittgesellschaften, bei denen sie die Aktien bezog, den Kaufpreis abzüglich einer Provision von 30%. Die Aktien waren zuvor nicht öffentlich auf dem Primärmarkt angeboten worden. Der Aktienverkauf stellte die einzige Tätigkeit der X AG dar. Diese war darauf ausgerichtet, regelmässig Erträge aus dieser Tätigkeit zu erzielen. Die FINMA stellte fest, dass die X AG ohne die nach Art. 10 BEHG erforderliche Bewilligung Effektenhandel betrieben hatte. A leistete einen massgeblichen Beitrag an die unbewilligte Tätigkeit.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 2 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

40**Entscheiddatum:** 10.12.15**Partei:** X AG, Y AG, natürliche Personen A und B**Thema:** Unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe und unerlaubte Tätigkeit als berufsmässiger Finanzintermediär

Zusammenfassung: Die X AG verkaufte in eigenem Namen Aktien ihrer Tochtergesellschaft Y AG. Vermittler vertrieben die Aktien via Telefonmarketing. Der Aktienverkauf war neben dem Halten von Beteiligungen die hauptsächliche Geschäftstätigkeit der X AG. Sie war darauf ausgerichtet, regelmässig Provisionserträge zu erzielen. Enge wirtschaftliche, organisatorische und personelle Verflechtungen liessen die X AG und die Y AG als eine Gruppe erscheinen. Diese übte eine Emissionshaustätigkeit aus, ohne über die nach Art. 10 BEHG erforderliche Bewilligung zu verfügen. Die verkauften Aktien waren zudem nicht an die Anleger ausgeliefert worden, sondern die Anleger sollten an einer Globalurkunde der Gesellschaft beteiligt werden. Weil die Anzahl der betroffenen Anleger hoch war, ging die FINMA von einer unterstellungspflichtigen Aufbewahrung von Effekten für eine Vertragspartei (Art. 2 Abs. 3 Bst. g i.V.m. Art. 6 Abs. 1 Bst. c GwG) aus. Die FINMA stellte fest, dass die X AG und die Y AG ohne Bewilligung den Effektenhandel betrieben hatten (Art. 10 BEHG) sowie unerlaubt als berufsmässige Finanzintermediäre tätig waren. A und B leisteten massgebliche Beiträge an die unerlaubte Tätigkeit.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 10 Jahren und gegen B für die Dauer von 3 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von der X AG, der Y AG und A nicht angefochten und ist ihnen gegenüber rechtskräftig; gegenüber B läuft die Beschwerdefrist.

41**Entscheiddatum:** 10.12.2015**Partei:** X AG, natürliche Personen A und B**Thema:** Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

Zusammenfassung: Die X AG nahm von über 400 Anlegern Gelder entgegen. Gemäss Vertrag verpachtete sie den Anlegern Grundstücke in Südamerika, auf welchen Bäume angepflanzt wurden. Zudem verpflichtete sie sich, den Anlegern einen Teil des «Ernteertrags» der Bäume auszuzahlen. Aus den Vertragsunterlagen ging indes nicht hervor, welches Grundstück genau Vertragsgegenstand war. Ferner waren die Bäume nicht genügend individualisiert, weshalb die X AG den Anlegern kein Eigentum an bestimmten Bäumen übertragen hatte. Dementsprechend war die Ausnahmebestimmung gemäss Art. 5 Abs. 3 Bst. a BankV (bzw. vor dem 1.1.2015 aArt. 3a Abs. 3 Bst. a aBankV) nicht anwendbar. Auch eine Beurteilung nach dem Vertragszweck führte zum selben Ergebnis: Die Zahlungen der Anleger erfolgten einzig und allein zu Anlagezwecken. Die FINMA stellte fest, dass die X AG gewerbsmässig Publikums-einlagen entgegengenommen hatte, ohne über die notwendige Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Zudem stellte die FINMA fest, dass die X AG in ihren Vertragsunterlagen, wie auch in der Geschäftsreklame, über einen längeren Zeitraum unerlaubt den Begriff «Sparen» verwendet hatte (Art. 15 BankG). Schliesslich kamen die X AG wie auch deren

Organe ihrer Auskunftspflicht nicht bzw. nur mangelhaft nach (Art. 29 FINMAG). Die Privatpersonen A und B waren als Organe für die Aufsichtsrechtsverletzungen massgeblich verantwortlich. Mängel in der Organisation führten während des laufenden Verfahrens zur konkursamtlichen Liquidation der X AG. Deshalb sah die FINMA von Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands ab. Das Verfahren gegen die X AG wurde somit unter Kostenfolge eingestellt.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von je 5 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von der X AG und A nicht angefochten und ist ihnen gegenüber rechtskräftig. Gegenüber B ist die Verfügung nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-507/2016.

42

Entscheiddatum: 17.12.2015

Partei: X AG, natürliche Person A

Thema: Unerlaubte Tätigkeit als Effektenhändler

Zusammenfassung: Gegenüber der X AG bestand der Verdacht, dass sie als Eigenhändlerin den Schwellenwert von 5 Mrd. CHF kontinuierlich und wiederholt überschritten und dadurch eine Tätigkeit als Effektenhändlerin ohne Bewilligung der FINMA ausgeübt hatte. Weiter gab es Hinweise, die X AG habe durch ihr Handelsgebaren den Preis der von ihr gekauften oder verkauften Effekten zu ihren Gunsten beeinflusst und dadurch gegen die Marktverhaltensregeln verstossen. Der Bericht des von der FINMA eingesetzten Untersuchungsbeauftragten bestätigte beide Verdachtsmomente. Die FINMA stellte in ihrer Verfügung fest, dass die X AG einer unterstellungspflichtigen Tätigkeit nach Börsengesetz nachging. Sie betrieb einen unbewilligten Effektenhandel (Art. 10 BEHG) und erfüllte die Voraussetzungen für die nachträgliche Erteilung einer Bewilligung nicht. Die X AG war mehrere Jahre über dem definierten Schwellenwert von 5 Mrd. CHF aktiv; 2011 bis 2014 überschritt sie diesen deutlich, d.h. im Umfang von 10–40%. A verantwortete als Eigentümer und einziges Organ der X AG massgeblich diese unbewilligte Tätigkeit. Weil gegen A und die von der X AG beschäftigten Händler B und C im gleichen Sachzusammenhang je einzelne Enforcementverfahren eröffnet worden sind, konnte aus verfahrensökonomischen Gründen von einer Beurteilung der Thematik Marktverhalten auf Stufe X AG abgesehen werden. Die FINMA wird

die Frage, ob die X AG und/oder ihre Händler durch ihre Handelspraktika gegen Marktverhaltensregeln verstossen haben, in den jeweiligen Enforcementverfahren gegen die natürlichen Personen aufarbeiten und allfällige Massnahmen anordnen.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation (Art. 37 FINMAG i.V.m. Art. 36 BEHG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von 3 Jahren (Art. 34 FINMAG).

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-687/2016.

Décisions d'insolvabilité

43

Entscheiddatum: 15.1.2015

Partei: Ausländische Bank X in Liquidation

Thema: Anerkennung eines ausländischen Konkursdekrets ohne Durchführung eines schweizerischen Hilfskonkursverfahrens

Zusammenfassung: Die Bank X verfügte über eine Lizenz der deutschen Finanzmarktaufsicht BaFin für die Ausübung einer Tätigkeit als Bank und zur Erbringung von Finanzdienstleistungen. Ende 2012 erliess die BaFin Schutzmassnahmen und ordnete die Schliessung der Bank für den Kundenverkehr an. Daraufhin ordnete das deutsche Insolvenzgericht die Konkurseröffnung über die Bank an und bestellte einen Insolvenzverwalter. Im Herbst 2014 wurde die FINMA ersucht, das ausländische Konkursdekret anzuerkennen, ohne dabei ein schweizerisches Hilfskonkursverfahren zu eröffnen (Art. 37g BankG). Die Vermögenswerte der Bank X in der Schweiz lagen auf Konten einer Schweizer Bank. Die Bank X war nach Schweizer Recht nicht nur als ausländische Bank, sondern auch als ausländische Effekthändlerin zu qualifizieren. Es wurde glaubhaft dargestellt, dass weder pfandgesicherte Forderungen in der Schweiz noch privilegierte Forderungen von Gläubigern mit Wohnsitz in der Schweiz bestehen und dass die übrigen Forderungen im ausländischen Insolvenzverfahren angemessen berücksichtigt werden.

Massnahmen: Gutheissung des Gesuchs auf Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets und auf Herausgabe der Vermögenswerte ohne Durchführung eines inländischen Hilfskonkursverfahrens (abgekürztes Verfahren gemäss Art. 37g Abs. 2 BankG). Die ausländische Konkursmasse wurde ermächtigt, die Vermögenswerte in der Schweiz einzufordern. Der Bank X wurden neben den Kosten der Anerkennungsverfügung auch die Kosten für die Überwachung der Vollstreckung und Einhaltung der Nebenbestimmungen auferlegt.

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

44

Entscheiddatum: 5.2.2015

Partei: Ausländische Fondsleitung X in Liquidation

Thema: Anerkennung eines ausländischen Konkursdekrets ohne Durchführung eines schweizerischen Hilfskonkursverfahrens

Zusammenfassung: Die X leitete einen luxemburgischen Fonds, der keiner Bewilligungspflicht unterstand. Weil die X gravierend gegen die anwendbaren luxemburgischen Gesetze verstossen hatte, verfügte ein luxemburgisches Gericht Ende Dezember 2013 die zwangsrechtliche Liquidation nach den Regeln des Konkurses. Mitte 2014 wurde die FINMA ersucht, den luxemburgischen Entscheid anzuerkennen, ohne dabei ein schweizerisches Hilfskonkursverfahren zu eröffnen (Art. 138c KAG i.V.m. Art. 37g BankG). Die von der X geltend gemachten Vermögenswerte in der Schweiz bestanden aus einer Forderung gegenüber einer in der Schweiz domizilierten konkursiten Gesellschaft. Später wurden weitere Forderungen gegen verschiedene Schuldner nachgemeldet. Es wurde glaubhaft gemacht, dass weder pfandgesicherte Forderungen in der Schweiz noch privilegierte Forderungen von Gläubigern mit Wohnsitz in der Schweiz bestehen und dass die übrigen Forderungen im ausländischen Insolvenzverfahren angemessen berücksichtigt werden.

Massnahmen: Gutheissung des Gesuchs auf Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets und auf Herausgabe der Vermögenswerte ohne Durchführung eines inländischen Hilfskonkursverfahrens (abgekürztes Verfahren gemäss Art. 138c KAG i.V.m. 37g Abs. 2 BankG). Die ausländische Konkursmasse wurde ermächtigt, die Vermögenswerte in der Schweiz einzufordern bzw. die Forderung im schweizerischen Konkurs der Drittschuldnerin geltend zu machen.

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

45

Date de la décision : 30.4.2015

Partie : Banque étrangère X

Sujet : Reconnaissance d'une mesure d'insolvabilité prononcée à l'étranger sans ouverture de faillite ancillaire en Suisse

Résumé : La faillite de la banque X a été ouverte en Roumanie en 2002. Le liquidateur étranger a requis la reconnaissance de la décision étrangère de faillite ainsi que l'autorisation d'agir directement en Suisse afin de faire valoir des créances sises en Suisse et dont la masse étrangère se disait titulaire. Mis à part ces créances, la FINMA a constaté que les liens de la banque étrangère X avec la Suisse étaient ténus ; il n'existait en effet aucun indice ni d'un déploiement d'activités en Suisse ni de l'existence de créanciers domiciliés en Suisse. La FINMA a admis la requête du liquidateur étranger portant sur la reconnaissance de la décision de faillite étrangère et sur l'application de la procédure prévue à l'art. 37g al. 2 LB. Le liquidateur étranger a été autorisé à agir directement en Suisse pour faire valoir les créances décrites dans la requête.

Mesures : Requête en reconnaissance admise et autorisation à faire valoir les créances en Suisse (art. 37g al. 2 LB).

Entrée en force : La décision est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

46

Entscheiddatum: 2.7.2015

Partei: Ausländische Bank X in Liquidation

Thema: Anerkennung eines ausländischen Konkursdekrets ohne Durchführung eines schweizerischen Hilfskonkursverfahrens

Zusammenfassung: In der zweiten Hälfte 2014 wurde aufgrund des Zusammenbruchs der Z-Gruppe über die in Panama ansässige Bank X die zwangsweise Liquidation eröffnet und Y als Liquidator eingesetzt. Die FINMA wurde ersucht, das ausländische Konkursdekret anzuerkennen, ohne dabei ein schweizerisches Hilfskonkursverfahren zu eröffnen (Art. 37g BankG). Die Vermögenswerte, welche die Bank X in der Schweiz hielt, bestanden aus Depotwerten sowie einer Forderung aus Sichtguthaben. Das Gesuch sollte dem Liquidator ermöglichen, die Vermögenswerte der Bank X gegenüber einer ehemaligen, ebenfalls zur Z-Gruppe gehörenden Bewilligungsträgerin mit Sitz in der Schweiz geltend zu machen.

Massnahmen: Gutheissung des Gesuchs ohne Durchführung eines Hilfskonkursverfahrens (Art. 37g Abs. 2 BankG); Ermächtigung an den Liquidator, die Herausgabeansprüche auf Depotwerte und Forderungen gegenüber der schweizerischen Effektenhändlerin in deren Konkurs geltend zu machen.

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

47

Data della decisione: 27.8.2015

Parte: Banca A in fallimento

Tema: Nomina di un nuovo liquidatore del fallimento

Riassunto: Il liquidatore della banca A ha manifestato la volontà di rinunciare al suo mandato. Preso atto di questa decisione, la FINMA ha nominato un nuovo liquidatore.

Provvedimenti: Nomina di un liquidatore del fallimento esterno (art. 33 cpv. 2 LBCR).

Crescita in giudicato: La decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

48

Entscheiddatum: 27.8.2015

Partei: Ausländische Bank X in Liquidation

Thema: Anerkennung eines ausländischen Konkursdekrets ohne Durchführung eines schweizerischen Hilfskonkursverfahrens

Zusammenfassung: Die Bank X verfügte über eine Lizenz für die Ausübung einer Tätigkeit als Bank in Antigua. Im Jahr 2013 wurde über die Bank der Konkurs eröffnet. Die FINMA wurde ersucht, den Konkurs anzuerkennen, ohne dabei ein schweizerisches Hilfskonkursverfahren zu eröffnen (Art. 37g BankG). Die von der Bank X geltend gemachten Vermögenswerte in der Schweiz bestanden aus Konto- und Depotguthaben bei mehreren Schweizer Banken.

Massnahmen: Gutheissung des Gesuchs auf Anerkennung des ausländischen Konkursdekrets und auf Herausgabe der Vermögenswerte ohne Durchführung eines inländischen Hilfskonkursverfahrens (abgekürztes Verfahren gemäss Art. 37g Abs. 2 BankG). Die ausländische Konkursmasse wurde ermächtigt, die Vermögenswerte in der Schweiz einzufordern.

Rechtskraft: Nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren B-6065/2015.

49

Date de la décision : 3.9.2015

Partie : Négociant en valeurs mobilières étranger X

Sujet : Reconnaissance d'une mesure d'insolvabilité prononcée à l'étranger sans ouverture de faillite ancillaire en Suisse

Résumé : Le négociant en valeurs mobilières X a fait l'objet d'une mesure d'insolvabilité rendue en été 2014 par l'autorité de surveillance panaméenne ; en raison d'une décapitalisation majeure, associée à des irrégularités organisationnelles graves, la liquidation forcée de X a été prononcée et un liquidateur désigné sur place. Celui-ci a demandé à la FINMA la reconnaissance de la décision étrangère ainsi que la remise des avoirs en Suisse. La FINMA a retenu que la procédure de liquidation étrangère applicable à l'espèce s'apparentait sur l'essentiel à la procédure suisse prévue par la loi sur les bourses, respectivement la loi sur les banques. En outre, les liens de X avec la Suisse étaient ténus ; il n'existait en effet aucun indice quant au déploiement d'activités en Suisse ou quant à l'existence de créanciers domiciliés en Suisse. La FINMA a admis la requête du liquidateur étranger portant sur la reconnaissance de la décision étrangère ; la remise des avoirs au sens de l'art. 37g al. 2 LB a été subordonnée à l'entrée en force de la décision.

Mesures : Requête en reconnaissance admise et remise des avoirs en Suisse à la masse étrangère (art. 37g al. 2 LB).

Entrée en force : La décision est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

50

Entscheiddatum: 8.10.2015

Partei: Zweigniederlassung der ausländischen Y Ltd. (nachfolgend: «ZN Y Ltd.»)

Thema: Konkursöffnung nach zuvor angeordneter aufsichtsrechtlicher Liquidation

Zusammenfassung: Mit Verfügung vom 24.4.2015 stellte die FINMA fest, dass die ZN Y Ltd. zu einer Gruppe von Gesellschaften gehörte, die ohne Bewilligung gewerbsmässig Publikumseinlagen von rund 300 Anlegern entgegengenommen hatte. Die FINMA ordnete die aufsichtsrechtliche Liquidation der ZN Y Ltd. an. Bis zum Eintritt der Rechtskraft der Verfügung wurde ein einzelzeichnungsberechtigter Untersuchungsbeauftragter gemäss Art. 36 Abs. 1 FINMAG eingesetzt (vgl. **Fall 26**). Er stellte die Überschuldung der ZN Y Ltd. fest.

Massnahmen: Konkursöffnung über die ZN Y Ltd. (Art. 33 Abs. 1 BankG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

51

Entscheiddatum: 23.10.2015

Partei: Bank X

Thema: Konkurs einer bewilligten Bank

Zusammenfassung: Die Bank X fokussierte sich auf die Vermögensverwaltung sowie den Effekten- und Devisenhandel für nationale und internationale, vermögende Privatpersonen. Als Muttergesellschaft einer Gruppe war sie über Beteiligungen an ausländischen Gesellschaften auch in der Vermögensverwaltung und Investmentberatung in den USA tätig. Die letzten Geschäftsergebnisse der Bank waren durchgängig negativ. Die Assets under Management hatten sich in den letzten Jahren kontinuierlich verringert. Zudem war die Bank mit ungelösten Rechtsfällen konfrontiert. Nach Feststellung einer qualifizierten Unterbilanz beschloss die Generalversammlung der Bank X eine Kapitalerhöhung, die aber nicht verwirklicht wurde. Rückstellungen und weitere Verluste liessen das Eigenkapital unter das gesetzlich vorgesehene Mindestkapital schrumpfen. Die daraufhin erstellte Liquidationsbilanz wies eine Überschuldung aus. Massnahmen zur Verbesserung der Kapitalsituation wurden innerhalb der von der FINMA gesetzten Fristen nicht erfolgreich umgesetzt und Massnahmen zur Wiederherstellung der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit wurden nicht ergriffen. Eine Aussicht auf Sanierung bestand daher nicht.

Massnahmen: Entzug der Bewilligung (Art. 37 FINMAG); Konkursöffnung und Ernennung eines Konkursliquidators (Art. 33 BankG).

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Medienmitteilung der FINMA vom 26.10.2015

Offres publiques d'acquisition et publicité des participations

52

Date de la décision : 17.12.2015

Partie : Banque étrangère X

Sujet : Prolongation des mesures ordonnées dans la décision de reconnaissance du 14.8.2014

Résumé : En date du 14.8.2014, la FINMA a reconnu deux mesures d'insolvabilité ordonnées par l'autorité de surveillance du Royaume de Bahreïn (mesure d'administration et désignation de l'administrateur) concernant X (cf. rapport sur l'*enforcement* 2014, cas 55). Cette décision de la FINMA prévoit une reconnaissance limitée à la durée de deux ans pour être en ligne avec les décisions évoquées prises par l'autorité de surveillance du Royaume de Bahreïn. Par décision du 7.6.2015, l'autorité compétente de Bahreïn a prolongé pour une durée de deux ans à partir du 30.7.2015 les décisions évoquées supra, étant donné que le but de la mesure initiale d'administration n'était pas encore pleinement atteint. Dans la mesure où elle était conforme au droit, la FINMA a donné suite à la requête en prolongation des mesures de reconnaissance déposée.

Mesures : Prolongation jusqu'au 29.7.2017 des mesures ordonnées par la décision du 14.8.2014 et publication dans la Feuille officielle suisse du commerce.

Entrée en force : La décision est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

53

Entscheiddatum: 4.5.2015

Beschwerdeführer: A, B und C

Thema: Bestehen einer Angebotspflicht

Zusammenfassung: Die Familie D hielt über die X AG mehr als 50% der Stimmrechte sowie gut 16% des Kapitals der börsenkotierten Y AG, deren Statuten eine Opting-out-Klausel enthalten. Ende 2014 verpflichtete sich die Familie D, sämtliche Aktien der X AG an die Z AG zu veräussern. Auf Gesuch der X AG stellte die Übernahmekommission fest, dass das in den Statuten der Y AG verankerte Opting-out gültig ist. Gegen diese Verfügung erhoben die Aktionäre A, B und C, die gemeinsam über mehr als 3% der Stimmrechte der Y AG verfügten, Einsprache bei der Übernahmekommission und stellten gleichzeitig ein Gesuch um Feststellung einer Angebotspflicht der Z AG. Die Übernahmekommission wies beide Begehren ab; A, B und C erhoben daraufhin Beschwerde bei der FINMA. Die FINMA kam zum Schluss, dass das Opting-out für jeden potenziellen Erwerber einer Mehrheitsbeteiligung an der Y AG gilt. Die Y AG habe das Opting-out in eindeutiger und transparenter Weise zur Bewahrung des vor dem Inkrafttreten des Börsengesetzes geltenden Regimes eingeführt. Die in den Statuten der Y AG ebenfalls enthaltene Vinkulierung und das Opting-out seien daher nicht in Abhängigkeit voneinander auszulegen. Die FINMA

stellte zudem fest, dass die Z AG die Opting-out-Klausel nicht rechtsmissbräuchlich angerufen habe. Sie wies darauf hin, dass die zu beurteilende Situation die dem geltenden Recht immanenten Möglichkeiten zur Ungleichbehandlung der Investoren aufzeige. Das ändere jedoch nichts daran, dass der Gesetzgeber die dafür notwendigen Instrumente – Opting-out, Vinkulierung und Stimmrechtsaktien – zur Verfügung stellt und in der vorliegenden Kombination für zulässig erachtet. Vor diesem Hintergrund verzichtete die FINMA darauf, sich mit den Vorbringen der Parteien zu den wirtschaftlichen Aspekten der Transaktion auseinanderzusetzen oder die von der Y AG beantragten Massnahmen zum Schutz der Publikumsaktionäre zu gewähren. Letztere werden nur angewendet, wenn eine Angebotspflicht vorliegt.

Ausgang des Verfahrens: Abweisung der Beschwerde.

Rechtskraft: Bestätigt mit Urteil des BVGer B-3119/2015 vom 27.8.2015 (letztinstanzlich).

Medienmitteilung der FINMA vom 4.5.2015

54

Entscheiddatum: 21.8.2015

Gesuchstellerin: X AG

Thema: Offenlegung von Beteiligungen

Zusammenfassung: Die Emittentin X plante die Durchführung einer Kapitalerhöhung. Vorab sollten sich institutionelle Investoren zur Festübernahme von Aktien verpflichten. Wird eine solche Festübernahmevereinbarung vor Durchführung der Kapitalerhöhung unterzeichnet, sieht das Offenlegungsrecht vor, dass der prozentuale Anteil der Beteiligung gestützt auf die Anzahl Aktien nach der Kapitalerhöhung, aber in Relation zum aktuellen Aktienkapital vor der Kapitalerhöhung berechnet wird. Es ist daher denkbar, dass ein Investor, der nach Durchführung der Kapitalerhöhung weniger als 3 Prozent der Aktien der Emittentin hält, für den Zeitraum zwischen Abschluss der Festübernahmevereinbarung und der Publikation der Kapitalerhöhung im Schweizerischen Handelsamtsblatt infolge rechnerischer Überschreitung des 3-Prozent-Grenzwerts meldepflichtig wird. X ersuchte die Offenlegungsstelle einer Börse um eine Ausnahme von der Meldepflicht sowie um Feststellung, dass die Investoren aufgrund der Unterzeichnung der Vereinbarungen keine offenlegungsrechtliche Gruppe

Assistance administrative internationale (sélection)

bilden. Infolge ungenügender Sachverhaltsdarstellung in der Empfehlung der Börse hat die FINMA die Sache zur eigenen Entscheidung an sich gezogen. Gestützt auf die der FINMA eingereichten Unterlagen konnte die Empfehlung der Börse schliesslich bestätigt werden. Die Ausnahme von der Meldepflicht wurde gewährt aufgrund der kurzen, rein rechnerischen Grenzwertüberschreitung von lediglich 8 Börsentagen sowie der Unmöglichkeit, mit den noch nicht ausgegebenen Aktien in diesem Zeitraum zu stimmen. Zudem wurde nach Durchsicht der entsprechenden Entwürfe festgestellt, dass die Unterzeichnung der Festübernahmevereinbarungen durch die voneinander unabhängigen und untereinander nicht abgestimmten Investoren keine Gruppenbildung bewirkt.

Ausgang des Verfahrens: Gewährung einer Ausnahme von der Offenlegungspflicht und Vorabentscheid betreffend Gruppenbildung.

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

55

Entscheiddatum: 23.1.2015

Zusammenfassung: Die deutsche Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) ersuchte die FINMA um Amtshilfe wegen Verdachts auf Marktmanipulation in der Form des sog. Scalpings. Eine Gruppe von Personen habe die Aktien eines substanzlosen, börsennotierten Unternehmens durch verschiedene Medien massiv beworben und so ein Kaufinteresse am Markt erzeugt. Anschliessend hätten sie ihre Aktienbestände zu höheren Börsenpreisen verkauft. Die vom Amtshilfesuch der BaFin betroffene Kontoinhaberin brachte unter anderem vor, dass die BaFin das Amtshilfesuch in Umgehung des Rechtshilfewege in Strafsachen gestellt habe. Die FINMA wies dieses Argument zurück und hielt fest, dass die BaFin ein eigenes aufsichtsrechtliches Interesse an der Durchsetzung von Aufsichtsrecht verfolge und über eigene Sanktionsmöglichkeiten verfüge. Der Umstand, dass vor dem Amtshilfesuch ein Strafverfahren eingeleitet worden sei, spreche nicht gegen die Gewährung der Amtshilfe. Damit sei vorliegend keine unzulässige Umgehung der Rechtshilfe durch die BaFin auszumachen. Die FINMA bestätigte weiter, dass die BaFin die erhaltenen Informationen gemäss Art. 38 Abs. 2 Bst. a BEHG zwecks Durchsetzung von Regulierungen über Börsen, Effektenhandel und Effektenhändler an andere Behörden, Gerichte oder Organe weiterleiten dürfe (sog. Spezialitätsprinzip). Es wäre nicht zweckmässig und widerspräche dem Grundsatz der Verfahrensökonomie, wenn ausländische Strafbehörden bereits im Rahmen der Amtshilfe für Amtshilfeszwecke ermittelte Informationen nochmals mittels Rechtshilfe in Strafsachen in der Schweiz beschaffen müssten.

Rechtskraft: Bestätigt mit Urteil des BVGer B-759/2015 vom 15.4.2015 (letztinstanzlich).

56

Entscheiddatum: 29.1.2015

Zusammenfassung: Die United States Securities and Exchange Commission (SEC) ersuchte die FINMA um Amtshilfe wegen eines möglichen Verstosses gegen das Insiderhandelsverbot. Die Kontoinhaberin machte geltend, dass der Verdacht des Insiderhandels durch einen rechtskräftigen Freispruch des wirtschaftlich Berechtigten am Konto in einem Strafverfahren eines anderen Landes bereits ausgeräumt sei. Die FINMA hielt in ihrer Verfügung fest, dass sie im Rahmen eines Amtshilfesuchs grundsätzlich nur prüfe, ob ein ausländisches Gesuch gemäss schweizerischem Recht die Voraussetzungen für die Amtshilfeleistung erfülle. Dazu gehöre unter anderem ein ausreichender Anfangsverdacht, der im vorliegenden Fall nicht bestritten werde. In der Sache selbst nehme die FINMA keine Abklärungen vor. Damit erübrige sich jegliche Auseinandersetzung mit ausländischen Vorschriften. Ausländische Urteile, denen möglicherweise ein ähnlicher Sachverhalt zugrunde liege, müssten nicht für die Prüfung des Anfangsverdachts herangezogen werden. Ein solcher Einwand könne allenfalls im Hauptverfahren der ersuchenden Behörde vorgebracht werden.

Rechtskraft: Bestätigt mit Urteil des BVGer B-837/2015 vom 10.7.2015 (letztinstanzlich).

57

Date de la décision : 5.2.2015

Résumé : L'Autorité des marchés financiers française (AMF) a adressé à la FINMA une requête d'entraide administrative concernant un soupçon de délit d'initié. Suite à la diminution consécutive du cours du titre après une annonce négative, l'AMF a remarqué qu'une société suisse, agissant en tant que gestionnaire, avait vendu une quantité notable de titres la veille de l'annonce, puis les avait rachetés dès le lendemain, profitant de la diminution du cours du titre. Les documents bancaires ont révélé que la société avait effectué ces transactions pour le compte d'un seul client auquel la FINMA a notifié une décision formelle. Ce client a fait valoir sa qualité de tiers non impliqué dès lors que la décision d'investissement aurait été prise par son gérant sur la base d'un mandat de gestion discrétionnaire écrit, clair et sans équivoque. Partant, les informations le concernant ne devraient pas selon lui être transmises à l'AMF en vertu de l'art. 38 al. 4 LBVM. La FINMA a constaté l'existence d'un tel mandat, mais a également considéré que le fait que les transactions sur le titre sous enquête ont été effectuées uniquement pour ce client attestait du caractère exceptionnel de ces opérations. Si la décision d'investissement découlait réellement d'une analyse du marché, elle aurait également pu intéresser d'autres clients. Par ailleurs, le Tribunal administratif fédéral a déjà été amené à s'interroger sur la nature de la relation entre la société de gestion et le client en question, et en particulier sur les instructions données par celui-ci. Enfin, le client n'a pas été en mesure d'apporter la preuve qu'il n'était pas intervenu dans le processus de décision et d'exécution des ordres. En conséquence, le client n'a pas été en mesure de démontrer qu'il n'était manifestement pas impliqué.

Entrée en force : Confirmé par arrêt du TAF B-921/2015 du 1.6.2015 (dernière instance).

58

Date de la décision : 25.6.2015

Résumé : L'Autorité des marchés financiers française (AMF) a adressé à la FINMA une requête d'entraide administrative concernant un soupçon de délit d'initié. Suite à la diminution conséquente du cours du titre après une annonce négative, l'AMF a remarqué qu'un fonds localisé aux îles Caïmans avait vendu des titres quelques jours à quelques heures avant l'annonce, puis les avait rachetés le lendemain de l'annonce. L'AMF a informé la FINMA que des parts du fonds étaient déposées auprès d'une banque suisse et qu'elle souhaitait connaître l'identité des personnes qui détenaient ces parts. L'édition de documents bancaires a révélé que ces parts étaient détenues par la société X. La FINMA a constaté que l'ayant droit économique et signataire sur le compte, A, entretenait des liens professionnels étroits avec les deux gérants du fonds à travers duquel les transactions litigieuses ont été effectuées ; tous trois exerceraient par ailleurs une activité au sein de la société de gestion Y. Se prévalant de la qualité de tiers non impliqué, la société X ainsi que A ont avancé qu'on ne saurait suspecter tous les détenteurs de parts du fonds de délit d'initié. La FINMA a considéré qu'il ressortait de la requête de l'AMF que cette dernière avait déjà établi l'identité du donneur d'ordre des transactions sous enquête et qu'elle tendait à déterminer l'existence de liens entre les gestionnaires du fonds, respectivement ses actionnaires et les porteurs de parts du fonds. La tâche de l'AMF consiste donc à identifier toutes les personnes faisant potentiellement partie d'un cercle d'initié. Le seul fait que les transactions ont été effectuées pour le compte d'un fonds ne saurait justifier la qualification a priori de tous les bénéficiaires comme tiers non impliqués, au risque de permettre de cacher systématiquement l'identité des ayants droit économique du patrimoine constituant le fonds.

Entrée en force : Confirmé par arrêt du TAF B-4154/2015 du 5.10.2015 (dernière instance).

59

Entscheiddatum: 9.7.2015

Zusammenfassung: Die britische Financial Conduct Authority (FCA) ersuchte die FINMA um Amtshilfe wegen eines möglichen Verstosses gegen das Insiderhandelsverbot. Im Herbst 2012 sei die Bekanntgabe eines geplanten Zusammenschlusses der Gesellschaften X und Y erfolgt. Im Frühling 2013 erklärte die Gesellschaft X via Medienmitteilung, dass der geplante Zusammenschluss nicht fortschreite, worauf der Aktienkurs der Gesellschaft X fiel. Auf Antrag des Rechtsvertreters von drei betroffenen Bankkundinnen wurden die Verfahren vereinigt. Die FINMA hielt in ihrer Verfügung fest, dass sich das Amtshilfegesuch der FCA auf die Verkäufe in X-Aktien beziehe, welche unmittelbar vor der (negativen) Mitteilung im Frühling 2013 stattgefunden hätten. Aus den Bankunterlagen sei ersichtlich, dass unmittelbar vor der (positiven) Ankündigung der beabsichtigten Fusion zwischen den Gesellschaften X und Y im Herbst 2012 für die Konten eines Teils der betroffenen Kontoinhaberinnen Aktien der X erworben worden seien. Die FINMA sei unter diesen Umständen dazu berechtigt, die FCA darüber zu informieren. Bundesgericht und Bundesverwaltungsgericht hätten wiederholt festgehalten, dass die FINMA befugt sei, Informationen spontan und ohne konkrete Anfrage zu liefern, die direkt mit einem Amtshilfegesuch in Zusammenhang stünden. Die zusätzlich zu übermittelnden Informationen zum Erwerb von X-Aktien durch die Kontoinhaberinnen seien aufsichtsrechtlich von Bedeutung. Sie dienten im Rahmen der Untersuchung der FCA zur Klärung des Verdachts, ob die Bankkundinnen Insiderwissen zur geplanten Fusion gehabt hätten. Diese Information könne im Verfahren der FCA zu einem sachgerechten Entscheid führen.

Rechtskraft: Bestätigt mit Urteil des BVGer B-4565/2015 vom 18.11.2015 (letztinstanzlich).

60

Date de la décision : 19.11.2015

Résumé : La U.S. Securities and Exchange Commission (SEC) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec les titres des sociétés W, X, Y et Z. Selon la SEC, entre 2004 et 2011, A et sa société V auraient assisté des sociétés non cotées à devenir cotées en bourse aux Etats-Unis par des opérations de fusion avec des sociétés-écrans cotées (*reverse mergers*). Par diverses manœuvres, A aurait frauduleusement obtenu le contrôle sur 80% desdites sociétés-écrans sans respecter ses obligations de divulgation, puis aurait utilisé son contrôle pour manipuler le cours de ces titres afin de générer des profits substantiels, qui auraient ensuite été transférés sur des comptes ouverts auprès d'une banque suisse aux noms des sociétés M, N et O, dont l'ayant droit économique de ces dernières était B, à savoir la sœur de A. Durant la période sous enquête, les trois sociétés ont réalisé des transactions pour des montants considérables. Après jonction des causes ouvertes à l'égard des trois sociétés, la FINMA a notifié sa décision à B, qui s'est opposée à la transmission des informations la concernant au motif qu'elle ne serait pas impliquée dans les opérations litigieuses et que A ne disposait d'aucun pouvoir sur les comptes sous enquête. Elle s'est par ailleurs appuyée sur la proportionnalité pour s'opposer à la transmission d'informations au-delà d'une certaine période. Entretemps, la SEC a confirmé ses soupçons et, conformément à son droit procédural, a publié

une plainte déposée contre A, B et le gestionnaire suisse des comptes ouverts aux noms de M, N et O. Les informations publiées par la SEC corroborent celles en possession de la FINMA et fournissent des indices supplémentaires sur l'implication des sociétés M, N et O dans les opérations frauduleuses. Etant donné que la SEC soupçonne que les comptes des sociétés offshore sont détenus par les membres de la famille de A, que B est l'ayant droit économique des comptes des sociétés M, N et O et que B a par ailleurs été directrice de la société V, B doit être considérée comme impliquée dans les faits de la cause. Il importe peu à ce titre de savoir si A disposait effectivement d'un contrôle sur les comptes. En ce qui concerne la proportionnalité des informations à transmettre, la FINMA ne saurait effectuer un caviardage de la documentation bancaire sans courir le risque de priver l'autorité étrangère d'informations potentiellement utiles à son enquête. Partant, les conditions de l'entraide sont réunies.

Entrée en force : Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours TAF B-7773/2015.

Vue d'ensemble

Il est possible de former recours contre une décision de la FINMA devant le Tribunal administratif fédéral. En principe, un arrêt du Tribunal administratif fédéral peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral. Font exception les décisions relevant de l'assistance administrative internationale ainsi que les décisions de la FINMA en matière d'offres publiques d'acquisition : dans ces cas-là, le Tribunal administratif fédéral constitue l'autorité de dernière instance.

Ci-après sont listés les jugements des tribunaux rendus durant l'année 2015 dans le domaine de compétence de la FINMA. Pour une meilleure lisibilité, la liste est répartie en catégories, faisant ainsi la distinction entre les arrêts relevant du domaine autorisé (p. 42), concernant les prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 43), les cas d'insolvabilité (p. 45) et l'assistance administrative internationale (p. 46). Le numéro de l'arrêt permet de consulter les décisions correspondantes dans les banques de données des tribunaux.

Domaine autorisé

Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil BGer 2C_1058/2014 vom 28.8.2015 (Urteil BVGer B-5579/2013 vom 14.10.2014) / Zustimmungserfordernis: Abweisung der Beschwerde (Beschwerdeführerin war die FINMA)

Urteil BGer 2C_1097/2014 vom 6.10.2015 (Urteil BVGer B-198/2014 vom 5.11.2014) / Beurteilungsschreiben 2013, Aufsichtsklassifizierung: Abweisung der Beschwerde

Urteil BGer 2C_345/2015 vom 24.11.2015 (Urteil BVGer B-2091/2014 vom 23.3.2015) / Ausnahme von der Unterstellung unter das BankG: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 2**)

Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-2091/2014 vom 23.3.2015 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C_345/2015 vom 24.11.2015) / Ausnahme von der Unterstellung unter das BankG und von der Sorgfaltspflicht nach GwG: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 2**)

Abschreibungsentscheid BVGer B-1631/2015 vom 2.6.2015 (rechtskräftig) / Aufhebung der Unterstellung unter die Bank- und Börsengesetzgebung: Beschwerdeverfahren wird als gegenstandslos abgeschrieben

Teilurteil BVGer B-5041/2014 vom 29.6.2015 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C_739/2015) / Berufsverbot: Abweisung der Beschwerde gegen Berufsverbot und Verfahrenskosten, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 10**)

Arrêt du TAF B-3446/2014 du 14.8.2015 (entré en force) / Retrait d'autorisation : rejet du recours dans la mesure où il est recevable et n'est pas devenu sans objet (cf. rapport sur l'enforcement **2014, cas 7**)

Urteil BVGer B-2200/2014 vom 20.8.2015 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C_867/2015) / Anpassung des Reglements an die Vorgaben der Geldwäschereiverordnung-FINMA: teilweise Gutheissung, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 3**)

Urteil BVGer B-3119/2015 vom 27.8.2015 (letztinstanzlich) / Angebotspflicht: Beschwerde abgewiesen, soweit darauf eingetreten (siehe **Fall 53**)

Abschreibungsentscheid BVGer B-5041/2014 vom 5.10.2015 (rechtskräftig) / Zustimmungserfordernis: gegenstandslos abgeschrieben (siehe **Fall 13** und Enforcementbericht **2014, Fall 10**)

Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

Urteil BVGer B-3625/2014 vom 6.10.2015 (rechtskräftig) / Berufsverbot: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 6**)

Arrêt du TAF B-3224/2013 du 23.11.2015 (fait l'objet d'un recours ; cf. procédure du TF 2C_29/2016) / Retrait des agréments en tant que société d'audit selon l'OA-FINMA et la LBA : le recours est rejeté pour autant que recevable

Arrêts du Tribunal fédéral

Sentenza TF 2C_455/2014 del 27.1.2015 (Sentenza TAF B-5051/2012 / B-3142/2012 del 10.4.2014) / Attività di commerciante di valori mobiliari / rifiuto dell'autorizzazione / liquidazione / fallimento: ricorso respinto, per quanto ammissibile

Urteil BGer 2C_97/2015 vom 28.4.2015 (Zwischenverfügung BVGer B-6737/2014 vom 24.12.2014) / Unbewilligte Ausübung der Finanzintermediation, Liquidation, Tätigkeitsverbot und Publikation; Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung: Nichteintreten auf die Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 44**)

Urteil BGer 2C_478/2015 vom 3.6.2015 (Urteil BVGer B-6734/2014 vom 23.4.2015) / Vorsorgliche Massnahmen (Einsetzung eines Untersuchungsbefragten / Sperrung von Bankkonten: Nichteintreten auf die Beschwerde (siehe **Fall 31**)

Urteil BGer 2C_531/2015 vom 18.6.2015 (Urteil BVGer B-3759/2014 vom 11.5.2015) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Verbot einer finanzmarktrechtlichen Tätigkeit, Streichung aus dem Versicherungsvermittler-Register, Publikation: Nichteintreten auf die Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 40**)

Urteil BGer 2C_567/2015 vom 24.7.2015 (Zwischenverfügung BVGer B-3729/2015 vom 15. und 23.6.2015 sowie 1. und 8.7.2015) / Unbewilligte Entgegennahme von Publikumseinlagen / Liquidation und Konkurs / Unterlassungsanweisung und Publikation (Gesuch um Erteilung und superprovisorische Erteilung der aufschiebenden Wirkung): Nichteintreten auf die Beschwerde (siehe **Fall 31**)

Urteil BGer 2C_1055/2014 vom 2.10.2015 (Urteil BVGer B-5073/2012 und B-5081/2012 vom 24.9.2014) / Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation, Konkurs und Werbeverbot: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Urteil BGer 2C_642/2015 vom 9.11.2015 (Zwischenverfügung BVGer B-2147/2015 vom 26.6.2015) / Vorsorgliche Massnahmen, Einsetzung einer Untersuchungsbeauftragten (Gesuch um Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung): Nichteintreten auf die Beschwerde (siehe **Fall 42**)

Arrêt du TF 2C_358/2015 du 28.12.2015 (arrêt du TAF B-490/2013 du 6.3.2015) / Obligation d'obtenir une autorisation de la FINMA ou de s'affilier à un organisme d'autorégulation en tant qu'intermédiaire financier agissant à titre professionnel, nomination d'un chargé d'enquête : recours rejeté

Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Arrêt du TAF B-490/2013 du 6.3.2015 (faisait l'objet d'un recours ; arrêt du TF 2C_358/2015 du 28.12.2015) / Obligation d'obtenir une autorisation de la FINMA ou de s'affilier à un organisme d'autorégulation en tant qu'intermédiaire financier agissant à titre professionnel, rejet d'une demande de récusation, nomination d'un chargé d'enquête : recours contre une première décision incidente irrecevable, recours contre une deuxième décision incidente rejeté et recours contre la décision finale rejeté

Arrêt du TAF B-2421/2013 du 14.4.2015 (entré en force) / Exercice d'une entreprise d'assurance non agréementée, liquidation, interdiction de pratiquer une activité d'assurance et de faire de la publicité : recours de la personne Y irrecevable, recours de la société devenu sans objet

Urteil BVGer B-2147/2015 vom 8.5.2015 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C_642/2015 vom 9.11.2015) / Superprovisorisch verfügte vorsorgliche Massnahmen: Nichteintreten auf die Beschwerde (siehe **Fall 42**)

Urteil BVGer B-3759/2014 vom 11.5.2015 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C_531/2015 vom 18.6.2015) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Verbot einer unerlaubten Tätigkeit (mit 2-jähriger Publikation), Streichung aus dem Versicherungsvermittler-Register: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 40**)

Urteil BVGer B-5540/2014 vom 2.7.2015 (rechtskräftig) / Emissionshaustätigkeit, Liquidation / Konkurs, Verbot einer unerlaubten Tätigkeit / Publikation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 43**)

Décisions d'insolvabilité

Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-3100/2013 vom 30.6.2015 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Werbeverbot: Abweisung der Beschwerde
Abschreibungsentscheid BVGer B-6734/2014 vom 20.10.2015 (angefochten; siehe Urteil BGer 2C_1048/2015 vom 4.1.2016) / Vorsorgliche Massnahmen: gegenstandslose Abschreibung des Beschwerdeverfahrens (siehe **Fall 31**)

Urteil BVGer B-7096/2013 vom 16.11.2015 (rechtskräftig) / Bewilligungsentzug und Liquidation: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-4639/2014 vom 23.11.2015 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen, Konkurs, Werbeverbot: Abschreibung der Beschwerde (Beschwerdeführerinnen 2–4); Abweisung der Beschwerde (Beschwerdeführer 1 und 5) (siehe **Fall 32**)

Urteil BVGer B-422/2015 vom 8.12.2015 (rechtskräftig) / Einstellung des Enforcementverfahrens, Verfahrenskosten, Kosten der Untersuchungsbeauftragten: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 49**)

Urteil BVGer B-1617/2013 vom 3.3.2015 (rechtskräftig) / Konkurseröffnung: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Arrêt du TAF B-401/2015 du 18.8.2015 (fait l'objet d'un recours ; cf. procédure du TF 2C_872/2015) / Mesures de sûreté, transfert du portefeuille d'assurance : le recours est irrecevable (cf. rapport sur l'enforcement **2014, cas 58**)

Arrêt du TAF B-42/2013 du 25.11.2015 (entré en force) / Transfert de portefeuille, modalités : le recours est irrecevable

Assistance administrative internationale

Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-6050/2014 vom 21.1.2015 / BaFin / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 66**)

Urteil BVGer B-759/2015 vom 15.4.2015 / BaFin / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde (siehe **Fall 55**)

Urteil BVGer B-3201/2014 vom 28.4.2015 / FCA / Auskunftsverfahren im Rahmen eines internationalen Amtshilfeverfahrens: Beschwerde gutgeheissen und Aufhebung der Zwischenverfügung der FINMA sowie Rückweisung an die Vorinstanz

Urteil BVGer B-7550/2014 vom 30.4.2015 / BaFin / Internationale Amtshilfe: Gutheissung der Beschwerde und Aufhebung der Verfügung der FINMA

Arrêt du TAF B-921/2015 du 1.6.2015 / AMF / Entraide administrative internationale : rejet du recours (cf. **cas 57**)

Urteil BVGer B-1800/2015 vom 10.6.2015 / SEC / Internationale Amtshilfe (Verdacht auf Marktmanipulation), Akteneinsicht: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-2529/2015 vom 7.7.2015 / SEC / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-2499/2015 vom 7.7.2015 / SEC / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-2500/2015 vom 7.7.2015 / SEC / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-837/2015 vom 10.7.2015 / SEC / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde der Beschwerdeführerin 1, Nichteintreten auf die Beschwerde des Beschwerdeführers 2 (siehe **Fall 56**)

Arrêt du TAF B-3763/2015 du 26.8.2015 / CNMV / Entraide administrative internationale : rejet du recours

Arrêt du TAF B-4154/2015 du 5.10.2015 / AMF / Entraide administrative internationale : rejet du recours (cf. **cas 58**)

Arrêt du TAF B3977/2015 du 20.10.2015 / AMF / Entraide administrative internationale : rejet du recours

Urteil BVGer B-2460/2015 vom 5.11.2015 / BCSC / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-4565/2015 vom 18.11.2015 / FCA / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde (siehe **Fall 59**)

Arrêt du TAF B-4677/2015 du 26.11.2015 / SEC / Entraide administrative internationale : rejet du recours

Arrêt du TAF B-4683/2015 du 26.11.2015 / SEC / Entraide administrative internationale : rejet du recours

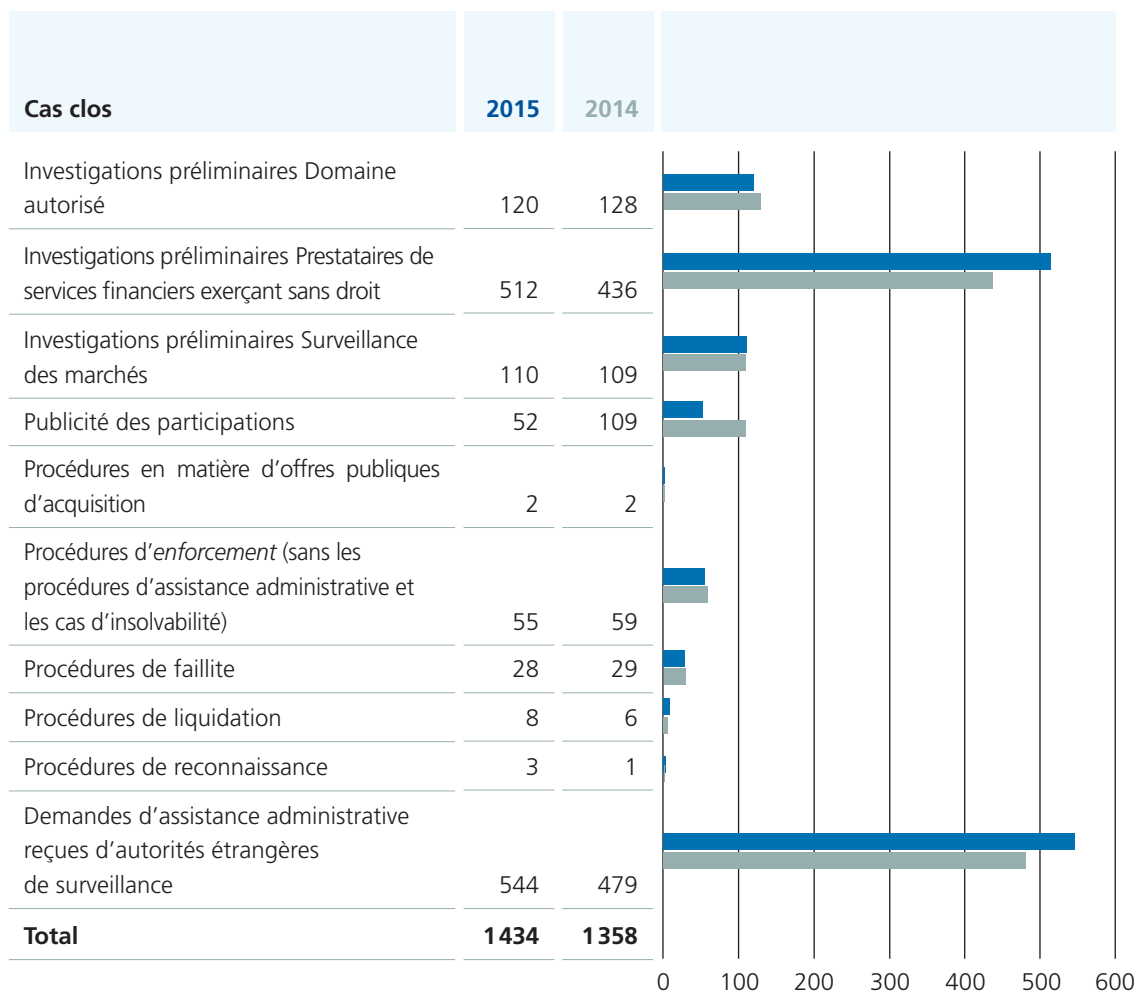
Arrêt du TAF B-4682/2015 du 26.11.2015 / SEC / Entraide administrative internationale : rejet du recours

Arrêt du TAF B-4843/2015 du 26.11.2015 / SEC / Entraide administrative internationale : rejet du recours

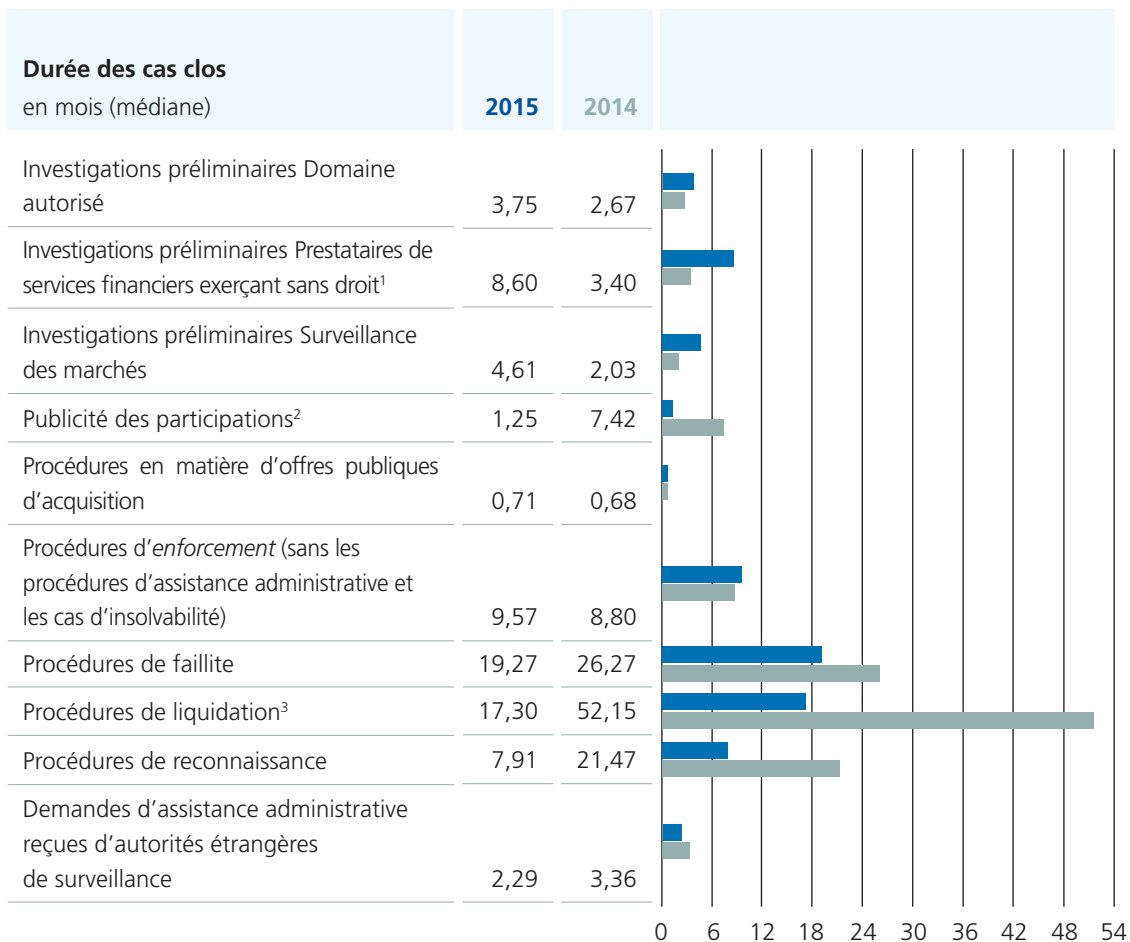
Statistiques

Statistiques générales

Cas d'enforcement clos



Statistiques



¹ En 2015, la FINMA a réglé un excédent de dossiers relatifs à des investigations portant sur des prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit. Le règlement de ces anciens dossiers a allongé la durée des investigations closes par rapport à l'année dernière.

² En 2014, la FINMA a réglé de nombreux anciens cas relatifs à la publicité de positions d'aliénation dans le cadre de programmes destinés aux collaborateurs. Le règlement de ces anciens dossiers a raccourci la durée des publications closes par rapport à l'année dernière.

³ La durée des procédures dépend des spécificités du cas d'espèce, raison pour laquelle une comparaison avec les données de l'année précédente n'est que peu pertinente. En 2015, la durée moindre des procédures s'explique partiellement par l'augmentation des suspensions de procédures de faillite faute d'actifs.

Statistiques

Investigations

Investigations closes par objet (sélection d'objets ; plusieurs objets possibles par investigation)	2015	2014
Domaine autorisé		
Requête en autorisation	9	9
Responsabilité de personnes physiques	31	27
Organisation	40	33
Obligations de diligence selon la LBA	29	21
Domaine non autorisé		
Négoce en valeurs mobilières sans autorisation	54	33
Acceptation illicite de dépôts du public	215	88
Utilisation du terme de « banque », etc.	20	2
Intermédiation financière selon la LBA exercée sans droit / sans affiliation à un OAR	299	133
Placements collectifs suisses sans autorisation	43	13
Activité d'assurance exercée sans droit	8	3
Surveillance des marchés		
Délit d'initié	93	93
Manipulation du marché	18	17
Publicité des participations		
Recommandation	9	7
Violation de l'obligation de déclarer	43	102

Statistiques

Investigations closes selon le type de parties concernées (sélection de parties ; plusieurs parties possibles par investigation)	2015	2014
Domaine autorisé		
Banques ou négociants en valeurs mobilières	55	57
IFDS	8	11
Entreprises d'assurance	10	3
Gestionnaires d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	7	7
Personnes physiques	18	17
Domaine non autorisé		
Personnes morales	496	482
Personnes physiques	16	29
Publicité des participations		
Banques ou négociants en valeurs mobilières	6	4
IFDS	0	1
Entreprises d'assurance	0	1
Gestionnaires d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	0	0
Investisseurs	42	94

Procédures d'enforcement

Procédures d'enforcement closes par domaine (procédures d'assistance administrative et cas d'insolvabilité exclus)	2015	2014
Domaine autorisé	16	21
dont activité bancaire / négoce de valeurs mobilières	5	9
dont activité d'assurance	2	1
dont IFDS	2	5
dont gestion d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	0	1
dont domaine des placements collectifs étrangers	2	5
dont autres	5	0
Procédures individuelles contre des collaborateurs / organes de titulaires d'autorisation	24	16
Domaine non autorisé	15	22
Total (dont 6 / 3 procédures suspendues)	55	59

Parties concernées par des procédures d'enforcement closes (procédures d'assistance administrative et cas d'insolvabilité exclus ; plusieurs parties concernées possibles par procédure)	2015	2014
Titulaires d'autorisation	22	38
Collaborateurs / organes de titulaires d'autorisation	26	17
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (personnes physiques et morales)	35	91
Total	83	146

Statistiques

Cas d'insolvabilité

Cas d'insolvabilité par objet (sélection)	Ouvertures		Conclusions	
	2015	2014	2015	2014
Titulaires d'autorisation LB / LBVM	2	3	1	2
Titulaires d'autorisation LBA	2	1	1	0
Titulaires d'autorisation LPCC	0	1	1	0
Titulaires d'autorisation LSA	0	1	0	0
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LB / LBVM	18	32	32	33
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LBA	2	4	1	0
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit LPCC	0	4	0	0
Etablissements étrangers LB / LBVM	0	6	3	1
Etablissements étrangers LPCC	0	1	0	0

Statistiques

Assistance administrative internationale

Demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères

Demandes d'assistance administrative closes par objet (reçues)	2015	2014
Surveillance des marchés Délit d'initié, manipulation du marché, violation autre de la législation boursière	260	227
Surveillance des établissements Investigations art. 4 ^{quinièmes} LB, demandes d'ordre général et livraisons directes art. 271 CP, contrôle bancaire, visite de courtoisie, activités transfrontières, <i>fit & proper</i> , surveillance des assurances, activités exercées sans droit, violation de la LBA, violation de la LPCC, violation de l'obligation de déclarer	267	247
Autres (par ex. assistance administrative spontanée, procédure de transmission)	17	5
Total	544	479

Demandes d'assistance administrative closes par pays (reçues)	2015	2014
France	96	73
Allemagne	56	66
Etats-Unis	61	52
Royaume-Uni	31	33
Autriche	23	23
Italie	17	15
Canada	15	13
Liechtenstein	1	2
Autres autorités européennes (UE)	147	120
Autres autorités européennes (hors UE)	12	15
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	76	61
Autorités africaines	9	6
Total	544	479

Statistiques

Procédure relative au client

Durant l'année sous revue, 274 (2014 : 352) clients de titulaires d'autorisation se sont vu notifier des demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères les concernant. Dans 28 (2014 : 25) cas, une décision sujette à recours a été demandée. 20 (2014 : 11) décisions ont été contestées devant le Tribunal administratif fédéral.

En 2015, le Tribunal administratif fédéral a tranché dans 14 (2014 : 12) cas, dont 12 (2014 : 12) en faveur de la FINMA.

Demandes d'assistance administrative déposées auprès d'autorités étrangères

Demandes d'assistance administrative closes par pays (déposées)	2015	2014
France	0	4
Allemagne	11	4
Etats-Unis	0	0
Royaume-Uni	8	9
Autriche	2	3
Italie	0	0
Canada	0	0
Liechtenstein	3	5
Autres autorités européennes (UE)	8	4
Autres autorités européennes (hors UE)	1	2
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	5	3
Autorités africaines	0	0
Total	38	34

Demandes d'assistance administrative closes par domaine (déposées)	2015	2014
Domaine autorisé	3	13
Domaine non autorisé	20	11
Surveillance des marchés	15	10
Total	38	34

Statistiques

Décisions en matière d'*enforcement*

Généralités

Décisions par langue	2015	2014
Allemand	78	79
Français	24	28
Italien	12	8
Total	114	115

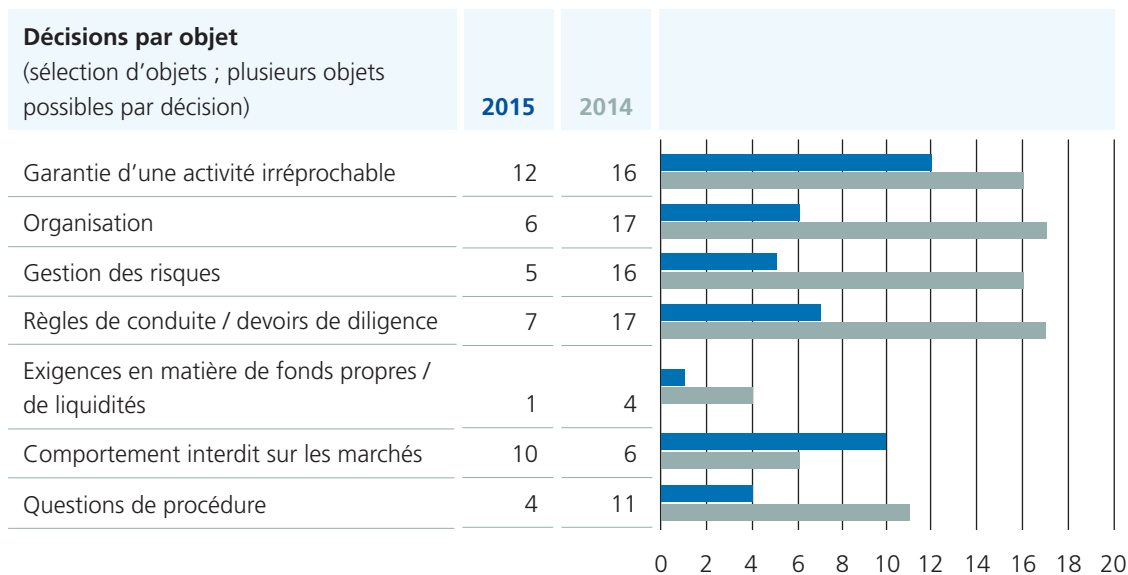
Décisions par type	2015	2014
Décisions finales	88	89
Décisions incidentes	21	23
Décisions en reconsidération	5	3
Total	114	115

Statistiques

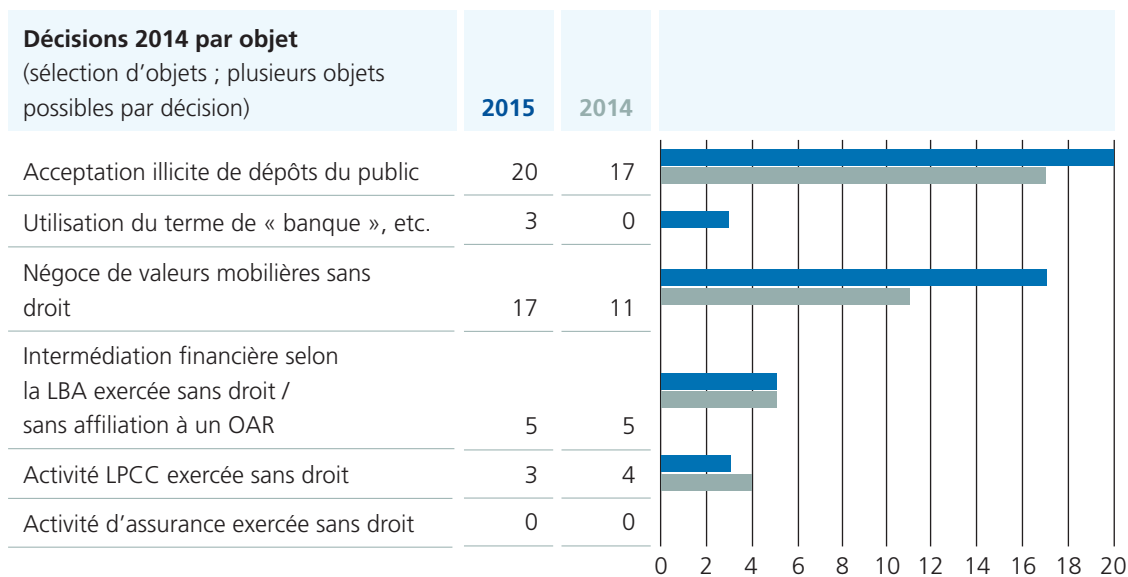
Décisions par domaine	2015	2014
Domaine autorisé	21	35
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit	41	38
Surveillance des marchés	11	6
Publicité des participations	1	0
Offres publiques d'acquisition	2	2
Insolvabilité	10	8
Assistance administrative	28	25
Autres	0	1
Total	114	115

Décisions selon le type de personnes concernées (plusieurs personnes possibles par décision)	2015	2014
Personnes morales	125	117
Personnes physiques	71	61
Total	196	178

Domaine autorisé et surveillance des marchés



Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit



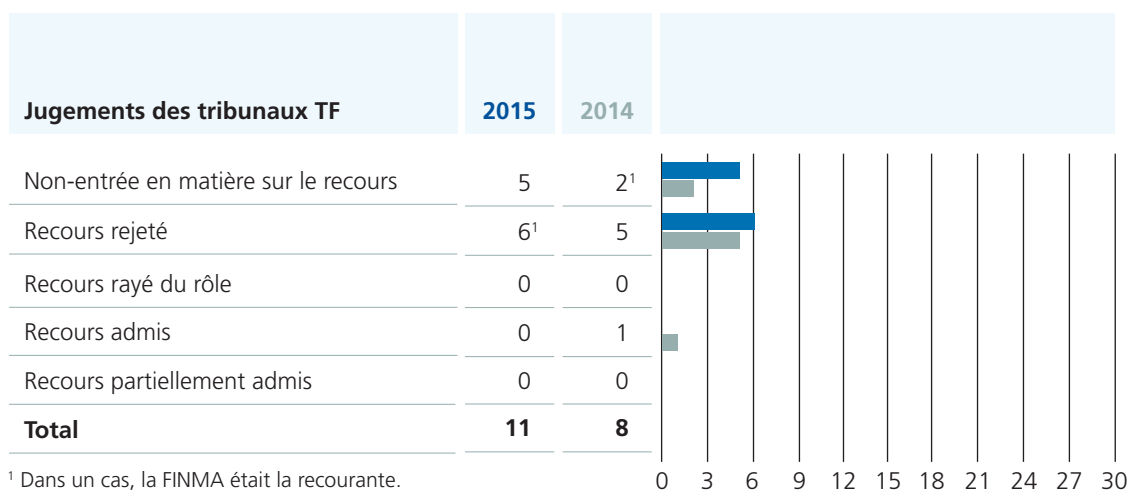
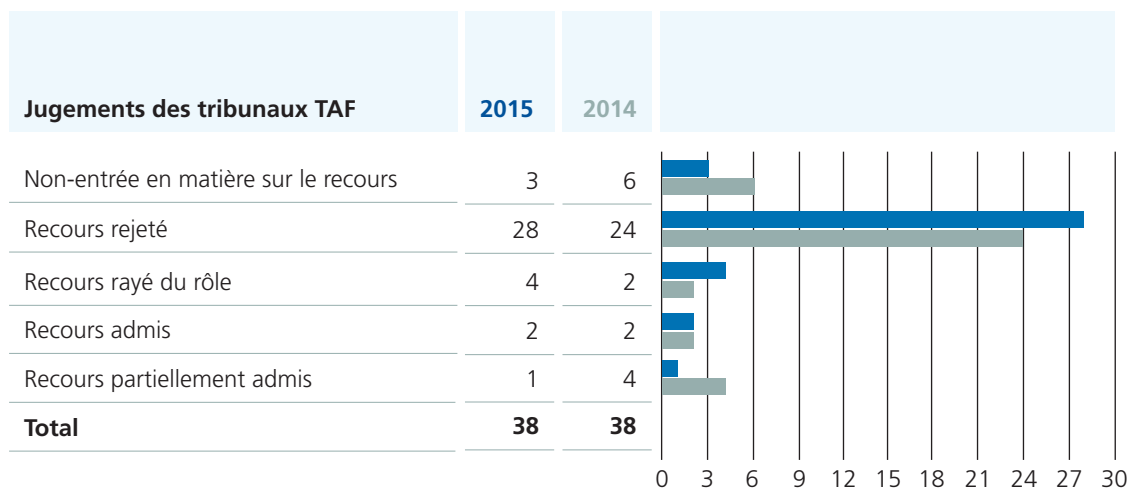
Statistiques

Mesures

Mesures ordonnées dans des décisions en 2015 (procédures d'assistance administrative exclues ; plusieurs mesures et plusieurs personnes concernées possibles par décision)	Personnes morales concernées		Personnes physiques concernées	
	2015	2014	2015	2014
Conditions et restrictions (art. 31 LFINMA)	8	12	0	0
Décisions en constatation (art. 32 LFINMA)	28	56	31	26
Interdiction d'exercer (art. 33 LFINMA)	–	–	11	6
Interdiction de pratiquer (art. 35a LBVM)	–	–	3	3
Interdiction générale d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet	0	0	25	26
Publication de la décision / du dispositif (art. 34 LFINMA)	0	3	22	25
Confiscation (art. 35 LFINMA)	1	2	1	0
Nomination d'un chargé d'enquête (art. 36 LFINMA)	20	24	0	0
Accompagnement par des tiers de la mise en œuvre des mesures	4	7	0	0
Retrait de l'autorisation (art. 37 LFINMA)	4	5	0	1
Ouverture de la faillite / liquidation	20	38	0	0

Statistiques

Jugements des tribunaux



¹ Dans un cas, la FINMA était la recourante.

Statistiques

Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale

Dénonciations pénales au service de droit pénal du DFF	2015	2014
Total des dénonciations pénales	133	98
Nombre de personnes dénoncées		
Inconnu	0	1
Personnes morales nominativement désignées	75	60
Personnes physiques nominativement désignées	137	106
Total	212	167
Objets des dénonciations pénales (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Acceptation illicite de dépôts du public	29	11
Utilisation du terme de « banque », etc.	13	6
Négoce en valeurs mobilières exercée sans droit	4	6
Intermédiation financière selon la LBA exercée sans droit / sans affiliation à un OAR	26	12
Activité selon la LPCC exercée sans droit	15	6
Activité d'assurance sans autorisation	3	1
Obligation de déclarer selon la LBVM	41	46
Obligation d'annonce selon la LBA	1	2
Transmission de fausses informations à la FINMA	7	2
Non-respect d'une décision de la FINMA	0	1
Autres	10	12

Statistiques

	2015	2014
Dénonciations pénales aux cantons		
Total des dénonciations pénales	17	12
Nombre de personnes dénoncées (plusieurs personnes possibles par dénonciation pénale)		
Inconnu	2	5
Personnes morales nominativement désignées	7	4
Personnes physiques nominativement désignées	11	3
Total	20	12
Objets des dénonciations pénales (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Violation du secret bancaire	3	5
Infractions contre le patrimoine	11	8
Autres	3	7

	2015	2014
Communications finales au Ministère public de la Confédération		
Communications ayant caractère de dénonciation	7	7
Communications n'ayant pas caractère de dénonciation	63	71
Total	70	78

Abréviations

Cette liste recense les abréviations dans leurs variantes linguistiques telles qu'elles sont utilisées dans le présent rapport.

a alt

Abs. Absatz

AG Aktiengesellschaft

al. alinéa

AMF Autorité des marchés financiers (France)

Art. / art. Artikel / article / articolo

AVO Verordnung vom 9. November 2005 über die Beaufsichtigung von privaten Versicherungsunternehmen (Aufsichtsverordnung; SR 961.011)

AVO-FINMA Verordnung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht vom 9. November 2005 über die Beaufsichtigung von privaten Versicherungsunternehmen (Versicherungsaufsichtsverordnung-FINMA; SR 961.011.1)

BaFin Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (Deutschland)

BankG Bundesgesetz vom 8. November 1934 über die Banken und Sparkassen (Bankengesetz; SR 952.0)

BankV Verordnung vom 30. April 2014 über die Banken und Sparkassen (Bankenverordnung; SR 952.02)

BCSC British Columbia Securities Commission

BEHG Bundesgesetz vom 24. März 1995 über die Börsen und den Effektenhandel (Börsengesetz; SR 954.1)

BEHV Verordnung über die Börsen und den Effektenhandel vom 2. Dezember 1996 (Börsenverordnung; SR 954.11)

BGer Bundesgericht

Bst. Buchstabe

BVGer Bundesverwaltungsgericht

bzw. beziehungsweise

ca. circa

cf. / cfr. confer / confronta

CHF Schweizer Franken / franchi svizzeri

CP Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0) / Codice penale svizzero del 21 dicembre 1937 (RS 311.0)

CNMV Comissão do Mercado de Valores Mobiliários (Portugal)

cpv. capoverso

DFF Département fédéral des finances

d.h. das heisst

DUFI Direkt unterstellter Finanzintermediär

FCA Financial Conduct Authority (UK)

FINMA Eidgenössische Finanzmarktaufsicht / Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers / Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari / Swiss Financial Market Supervisory Authority

FINMAG Bundesgesetz vom 22. Juni 2007 über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (Finanzmarktaufsichtsgesetz; SR 956.1)

Forex foreign exchange market

GmbH Gesellschaft mit beschränkter Haftung

GwG Bundesgesetz vom 10. Oktober 1997 über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung im Finanzsektor (Geldwäschereigesetz; SR 955.0)

IFDS intermédiaire financier directement soumis / intermediario finanziario direttamente sottoposto

i.V.m. in Verbindung mit

KAG Bundesgesetz vom 23. Juni 2006 über die kollektiven Kapitalanlagen (Kollektivanlagengesetz; SR 951.31)

LB Loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques ; RS 952.0)

LBA Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (loi sur le blanchiment d'argent ; RS 955.0)

LBCR Legge federale dell'8 novembre 1934 sulle banche e le casse di risparmio (Legge sulle banche; RS 952.0)

LBVM Loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (loi sur les bourses ; RS 954.1) / Legge federale del 24 marzo 1995 sulle borse e il commercio di valori mobiliari (Legge sulle borse; RS 954.1)

let. / lett. lettre / lettera

LFINMA Loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (loi sur la surveillance des marchés financiers ; RS 956.1) / Legge federale del 22 giugno 2007 concernente l'Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari (Legge sulla vigilanza dei mercati finanziari; RS 956.1)

LPCC Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (loi sur les placements collectifs ; RS 951.31)

Abréviations

LSA Loi fédérale du 17 décembre 2004 sur la surveillance des entreprises d'assurance (loi sur la surveillance des assurances ; RS 961.01) / Legge federale del 17 dicembre 2004 sulla sorveglianza delle imprese di assicurazione (Legge sulla sorveglianza degli assicuratori; RS 961.01)

Ltd. Limited

mia. miliardi

Mio. Million

Mrd. Milliarde

OA-FINMA Ordonnance du 5 novembre 2014 sur les audits des marchés financiers (RS 956.161)

OAR Organisme d'autorégulation

OBCR Ordinanza del 30 aprile 2014 sulle banche e le casse di risparmio (Ordinanza sulle banche; RS 952.02)

OR Bundesgesetz vom 30. März 1911 betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches (Fünfter Teil: Obligationenrecht [Obligationenrecht; SR 220])

OS Ordinanza del 9 novembre 2005 sulla sorveglianza delle imprese di assicurazione private (Ordinanza sulla sorveglianza; RS 961.001)

p. page

par ex. par exemple

PEP personne politiquement exposée

RS recueil systématique / Raccolta sistematica

Rz. Randziffer

SA société anonyme / società anonima

Sàrl Société à responsabilité limitée

SEC Securities and Exchange Commission (USA)

SICAF société d'investissement à capital fixe (Investmentgesellschaft mit festem Kapital)

sog. sogenannt

SR Systematische Rechtssammlung

ss et suivants

TAF Tribunal administratif fédéral / Tribunale amministrativo federale

TF Tribunal fédéral / Tribunale federale

u.a. unter anderem

UE Union européenne / Unione europea

USA Vereinigte Staaten

v vecchia

VAG Bundesgesetz vom 17. Dezember 2004 betreffend die Aufsicht über Versicherungsunternehmen (Versicherungsaufsichtsgesetz; SR 961.01)

vgl. vergleiche

VwVG Bundesgesetz vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren (Verwaltungsverfahrensgesetz; SR 172.021)

ZN Zweigniederlassung

Editeur :
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Laupenstrasse 27
CH-3003 Berne
Tél +41 (0)31 327 91 00
Fax +41 (0)31 327 91 01
info@finma.ch
www.finma.ch